



1

Les services sont l'avenir du commerce : principales tendances

Principaux points

- Les changements structurels de l'économie mondiale dus à des progrès technologiques rapides ont placé les services et le commerce des services au cœur de la transformation économique. Ils remettent en question la vision de longue date des services comme étant une voie moins souhaitable de croissance économique et de développement. Le secteur des services génère actuellement plus d'emplois (50% des emplois dans le monde) et de production (67% du PIB mondial) que l'agriculture et l'industrie combinées – et c'est de plus en plus le cas dans les économies qui en sont aux premiers stades de leur développement. Le commerce des services et les politiques qui s'y rapportent sont essentiels pour concrétiser la promesse d'un développement induit par les services.
- Dopées par les progrès des technologies de l'information et de la communication (TIC), les exportations mondiales de services commerciaux ont presque triplé entre 2005 et 2022, période au cours de laquelle la composition du commerce des services a profondément changé, les exportations de services fournis par voie électronique ayant presque quadruplé. Pendant cette période, les économies en développement ont accru leur part dans les exportations de services moins traditionnels. L'expansion des exportations des économies en développement est de plus en plus liée aux services fournis à travers les frontières par des moyens numériques.
- L'expansion du commerce des services se traduit aussi par des gains importants en matière d'inclusion pour les femmes et les jeunes ainsi que pour les entrepreneurs et les micro, petites et moyennes entreprises.
- Outre leur importance grandissante en tant qu'exportations finales, les services jouent un rôle critique de facilitation des échanges dans le fonctionnement des chaînes de valeurs régionales et mondiales, avec un commerce des services intermédiaires (c'est-à-dire des intrants incorporés dans d'autres biens et services) évalué à 3 950 milliards de dollars EU, soit plus du double des exportations de services finals.
- Illustrant ce qu'on a appelé la « servicification » de l'économie mondiale, les services représentent aujourd'hui 50% du commerce mondial en valeur ajoutée, contre 16% pour l'agriculture et 34% pour l'industrie. C'est dans les pays non membres de l'OCDE que la part des services dans les exportations totales a le plus augmenté depuis 2005, ce qui rappelle les dividendes importants en matière de développement que rapporte le secteur.
- Bien que le commerce mondial des services ait été frappé de plein fouet par la pandémie de COVID-19, les services fournis par voie numérique ont été à l'origine de son redressement et ont joué un rôle fondamental dans le renforcement de la résilience économique. Pour autant, malgré la hausse continue de la fourniture transfrontières, les services fournis au moyen d'une présence commerciale restent prédominants, ce qui rappelle l'importance fondamentale qu'il y a à faciliter l'investissement et à améliorer le climat des affaires, y compris au moyen d'engagements contraignants inscrits dans les accords commerciaux.

1. La réorientation mondiale vers les services

La contribution des services à l'économie a sensiblement augmenté au fil du temps. Entre 1970 et 2021, la part du secteur des services dans le PIB mondial est passée de 53% à 67%. Cette progression, constatée dans des économies ayant des niveaux de développement différents, s'est accompagnée d'une baisse marquée de la part de l'agriculture (voir le graphique 2).

La réorientation vers les services a été particulièrement évidente dans les économies en développement. Dans une grande partie du monde en développement, la croissance de la production de services a dépassé celle de la production industrielle et agricole. Sur la base des groupes de revenus de la Banque mondiale, la réorientation a été la plus forte dans les économies à revenu intermédiaire de la tranche supérieure et les économies à revenu élevé, qui ont vu leur part des services dans le PIB passer

respectivement de 40% à 56% et de 59% à 75% entre 1970 et 2021.

Dans les économies à faible revenu, la part des services dans le PIB a également progressé au cours de cette période, passant de 36% à 42%. Cette croissance, qui a été moins marquée que dans le reste des économies en développement, a surtout été due au rôle plus important que joue l'agriculture dans les pays les plus pauvres du monde.

Part du secteur des services dans le PIB mondial



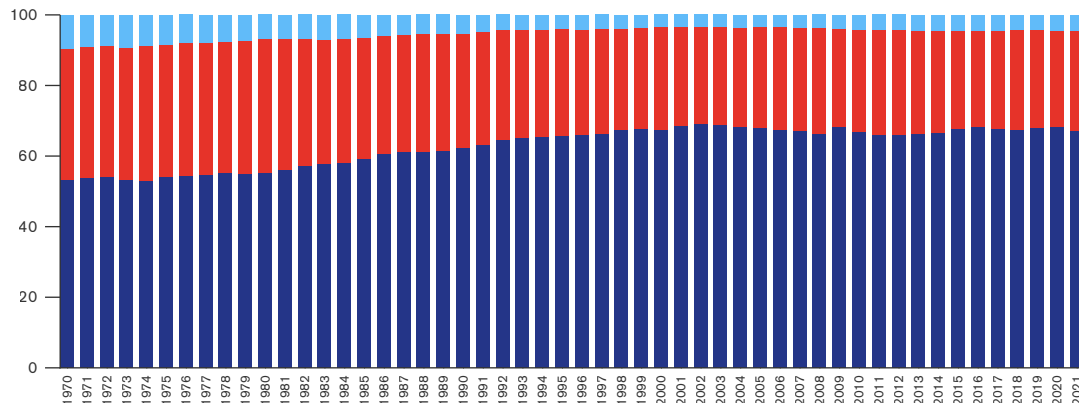
La croissance de la production de services a dépassé celle de la production industrielle et agricole.

Graphique 2.

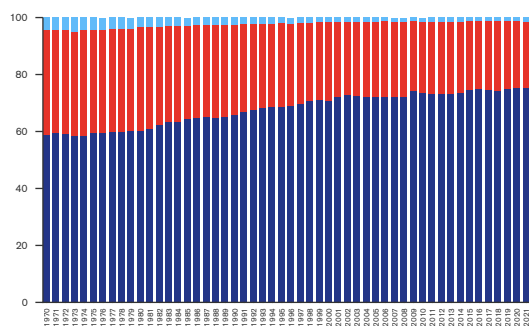
Part du PIB par secteur, monde et groupes de revenus de la Banque mondiale, 1970-2021
(part des PIB respectifs, en %)

● Agriculture ● Industrie ● Services

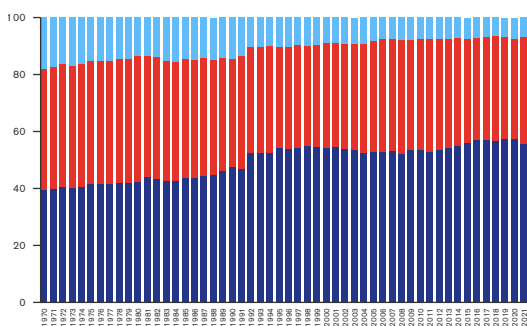
MONDE



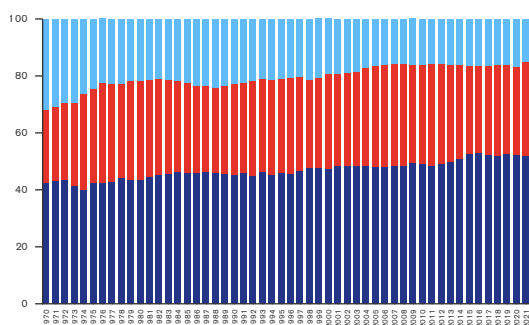
ÉCONOMIES À REVENU ÉLEVÉ



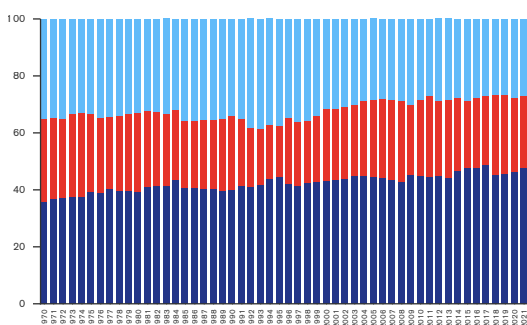
ÉCONOMIES À REVENU INTERMÉDIAIRE DE LA TRANCHE SUPÉRIEURE



ÉCONOMIES À REVENU INTERMÉDIAIRE DE LA TRANCHE INFÉRIEURE



ÉCONOMIES À FAIBLE REVENU



Source : Base de données CNUCED Stat, disponible à l'adresse <https://unctadstat.unctad.org>.
Estimations pour 2021 fondées sur la base de données de la Banque mondiale sur les indicateurs du développement dans le monde, disponible à l'adresse <https://databank.worldbank.org/source/world-development-indicators>.

Les services génèrent aujourd'hui 75% du PIB et de l'emploi dans la plupart des économies en développement et les économies développées, leur part est désormais plus élevée que celles de l'agriculture ou de l'industrie. Alors que la part de l'agriculture baisse depuis longtemps au niveau mondial, la contribution relative de l'industrie régresse également dans de nombreuses économies. Les économies à tous les niveaux de développement se spécialisent généralement moins dans l'activité industrielle – le secteur manufacturier emploie aussi moins de travailleurs en raison de la diffusion rapide des technologies qui permettent d'économiser de la main-d'œuvre.¹

Il n'est pas surprenant que, dans un certain nombre d'économies, le moment auquel l'industrie atteint un pic en termes de production et d'emploi se situe aux premiers stades du développement économique, ce qui suscite des inquiétudes quant à une « désindustrialisation prématurée ».²

De la même manière, le secteur des services exerce des effets sur le marché du travail – et crée aujourd'hui plus d'emplois que n'importe

quel autre secteur, et cela à des stades de développement plus précoces.³

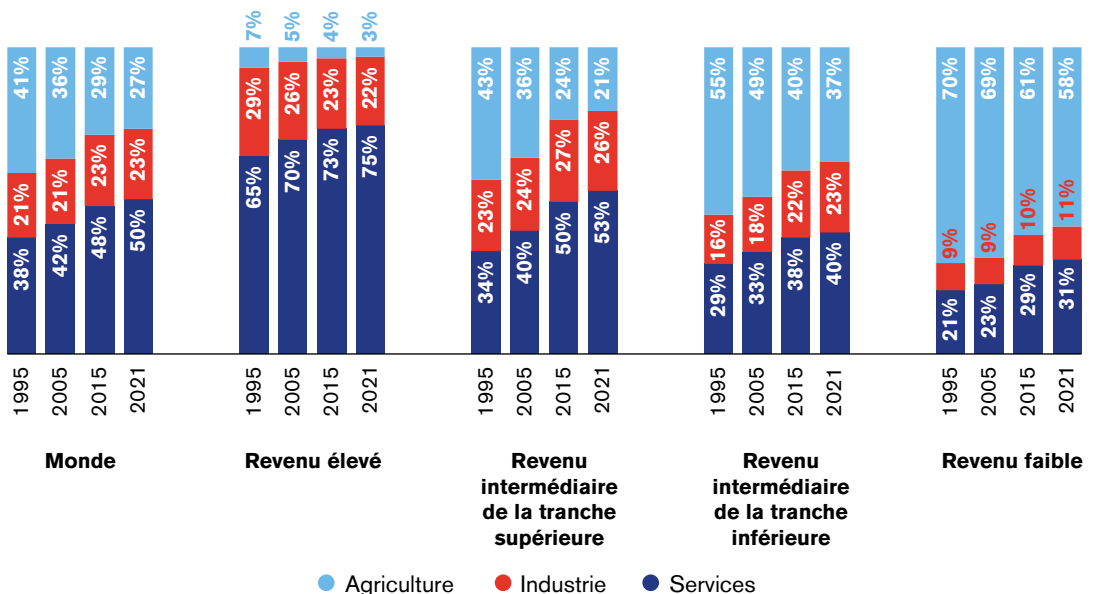
Les données de l'Organisation internationale du travail (OIT) montrent qu'en 2000 les services et l'agriculture représentaient chacun 40% de l'emploi mondial.⁴ En 2021, 50% de la population active mondiale était employée dans les services, alors que la part de l'agriculture n'était plus que de 27%.

Le secteur des services est devenu la principale source d'emplois dans les économies à revenu élevé (75% de l'emploi total en 2021) et les économies à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (53%; voir le graphique 3). Dans le même temps, l'agriculture représente toujours la plus forte proportion des emplois dans les économies à faible revenu, avec 58%.

L'emploi dans les services a néanmoins enregistré une croissance sensible dans les économies à faible revenu, passant de 21% en 1995 à 31% en 2021. Le graphique 3 montre que, à l'instar de la part du PIB, la part des services dans l'emploi total a fortement progressé pour tous les groupes de revenus depuis 1995.

Graphique 3.

Part de l'emploi par secteur, monde et groupes de revenus de la Banque mondiale, 1995-2021
(part de l'emploi total, en %)



(a) La dimension « inclusion » des services : l'autonomisation des femmes, les jeunes et les MPME

Autonomisation des femmes

Les services ont une dimension positive du point de vue du genre et jouent un rôle important dans l'autonomisation des femmes. En 2021, 59% des femmes employées dans le monde travaillaient dans le secteur des services, contre seulement 44% en 2000 (voir le graphique 4). Par contre, en 2021, les services représentaient 45% de l'emploi des hommes.

La part des femmes employées dans le secteur des services a augmenté dans toutes les économies depuis 2000. Les services représentent actuellement 87% de l'emploi féminin total dans les pays à revenu élevé (contre

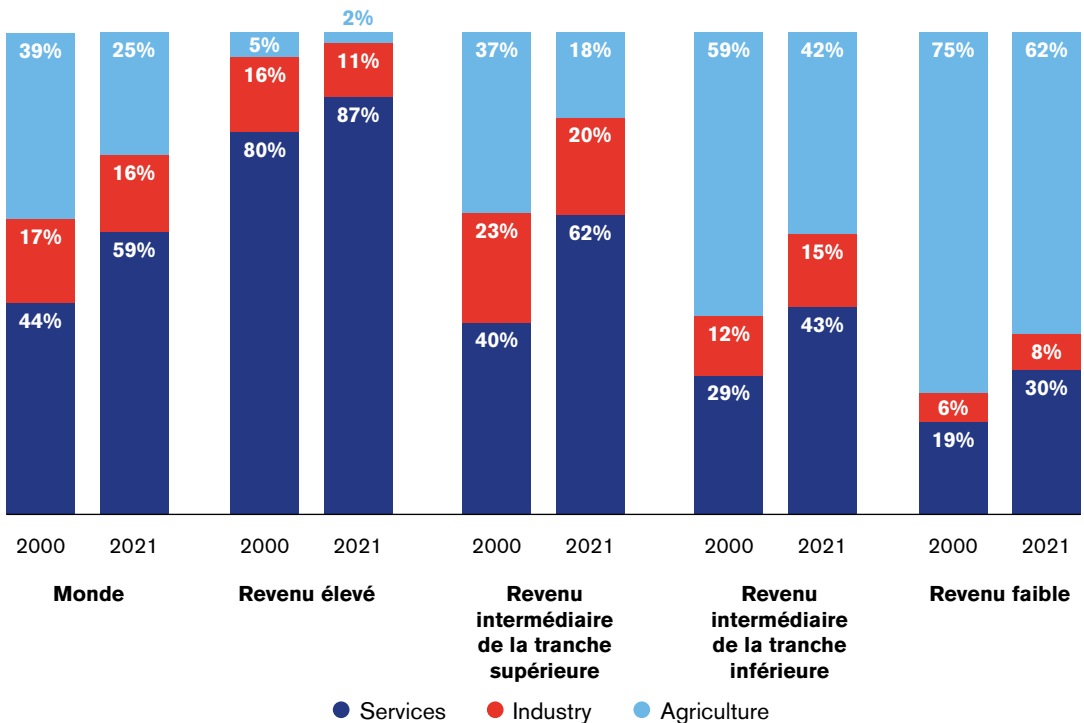
80% en 2000), 62% dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (contre 40%), 43% dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (contre 29%) et 30% dans les pays à faible revenu (contre 19%).

Les entreprises dirigées par des femmes réussissent mieux dans le secteur des services – notamment pour les services fournis à distance sur des plates-formes numériques (Sauvé, 2020). Cela semble montrer que certains obstacles spécifiques à l'entrepreneuriat féminin sont moins contraignants que dans l'industrie, ne serait-ce qu'en raison de la taille moyenne plus faible et de la moindre intensité de capital des entreprises exportatrices de services.

Graphique 4.

Part de l'emploi féminin par secteur, monde et groupes de revenus de la Banque mondiale, 2000 et 2021

(part de l'emploi féminin total, en %)





En 2021, trois femmes employées sur cinq travaillaient dans le secteur des services.

Parmi les entreprises exportatrices, la proportion de celles qui appartiennent à des femmes est sensiblement plus élevée dans le secteur des services que dans l'industrie, même si la proportion des entreprises exportatrices dirigées par des hommes est supérieure dans les deux secteurs.

Les jeunes

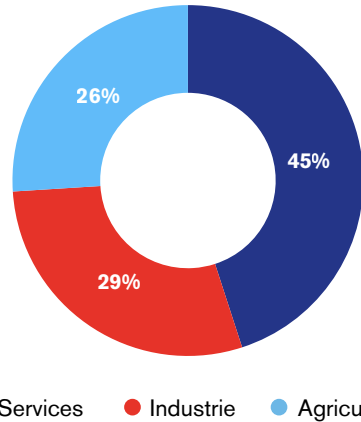
Le secteur des services est aussi devenu une source d'emplois de plus en plus importante pour les jeunes travailleurs et entrepreneurs dans les économies en développement. Sur un éventail d'économies, il représentait 45% de l'emploi des jeunes en 2021 (voir le graphique 5). En Albanie, par exemple, la part des jeunes employés dans le secteur des services est passée de 35% en 2010 à 56% en 2020. Au Guatemala, elle est passée de 45% à 54% au cours de la même période. Parmi les entreprises exportatrices, la proportion de celles qui sont dirigées par des jeunes est là aussi beaucoup plus élevée dans les services que dans l'industrie, pour des raisons en grande partie similaires à celles qui s'appliquent aux entreprises possédées ou dirigées par des femmes (ITC, 2022).

Micro, petites et moyennes entreprises

Pour souligner encore davantage sa contribution à l'inclusion économique et sociale, le secteur des services est celui qui compte le plus grand nombre d'entreprises, notamment les micro, petites et moyennes entreprises (MPME). Le Centre du commerce international (ITC, 2022) estime que 9 entreprises sur 10 dans le monde emploient moins de 100 personnes.

« Sur un éventail d'économies, le secteur des services représentait 45% de l'emploi des jeunes en 2021 »

Graphique 5.
Emploi des jeunes dans certaines économies en développement, 2021



Source : Base de données YouthSTATS de l'OIT, disponible à l'adresse <https://ilostat ilo.org/fr/resources/concepts-and-definitions/description-youth-labour-market-statistics>.
Note : Données concernant 32 économies en développement pour 2021 ou la dernière année disponible. Par jeunes on entend les personnes âgées de 15 à 29 ans.



2. Croissance et développement induits par les services

Pendant longtemps, de nombreux services ont été décrits comme des activités non échangeables caractérisées par une productivité et des rémunérations faibles, qui répondaient principalement à la demande intérieure et offraient des trajectoires de croissance et de développement moins souhaitables que le secteur manufacturier.⁵ En Asie de l'Est, les gains économiques associés au développement tourné vers l'exportation et induits par l'activité manufacturière renforçaient la croyance selon laquelle la voie vers une croissance soutenue pour les économies à revenu inférieur passait nécessairement par l'activité manufacturière.

Toutefois, la trajectoire de la transformation structurelle observée ces dernières décennies dans les économies en développement a remis en cause ce pessimisme de longue date concernant les services (voir Nayyar *et al.*, 2021). Les changements structurels ont considérablement élargi les possibilités d'emplois et réduit les écarts de productivité entre les secteurs, tant à l'intérieur des économies qu'entre elles. Les services sont aujourd'hui considérés comme des déterminants centraux de la productivité, de la compétitivité et de l'élévation du niveau de vie.

La capacité de fournir des services efficaces, abordables et novateurs, d'y accéder et de les exporter est au cœur de la réalisation des stratégies de développement.

À mesure que les services deviennent plus faciles à échanger à travers les frontières, qu'ils comportent plus de technologie et permettent de réaliser des économies d'échelle croissantes, l'idée que les gains de productivité viennent principalement du secteur manufacturier et que l'expansion du secteur des services ne peut se faire qu'aux dépens de la croissance globale a perdu beaucoup de terrain (voir Nayyar et Cruz, 2019). Les gains de productivité constatés dans les secteurs de services montrent qu'un nombre croissant de ces secteurs présentent des caractéristiques similaires à celles qui déterminent l'amélioration de la productivité dans le secteur manufacturier – ne serait-ce qu'en raison des possibilités offertes par les TIC. La numérisation favorise

les économies d'échelle, car les services dans leur ensemble deviennent plus faciles à stocker et à échanger, ce qui réduit la nécessité d'une simultanéité entre la production et la consommation et élargit considérablement l'éventail des marchés qui peuvent être touchés par des moyens distants.

Depuis quelques années, les preuves s'accumulent pour montrer en quoi les services offrent une voie de croissance complémentaire de l'activité agricole et industrielle. La contribution grandissante des services à la transformation économique est attribuée, entre autres facteurs, au fait qu'ils sont de plus en plus échangeables et que les marchés de services deviennent plus contestables.⁶

L'internationalisation des services multiplie les possibilités de spécialisation, d'exploitation des avantages comparatifs et d'exportation. Mais on a aussi constaté que l'amélioration des résultats du secteur des services, associée à une plus grande contestabilité des marchés due en grande partie à des réformes unilatérales favorables à la concurrence, augmentait la productivité dans d'autres secteurs de l'économie.⁷

Deux autres caractéristiques du secteur manufacturier étaient favorables à la croissance: la dynamique de l'innovation grâce à l'accumulation de capital qui se répercutait sur la productivité du travail, et les retombées associées aux liens intersectoriels. On constate de plus en plus que ces deux attributs fonctionnent aussi dans le secteur des services. Les applications des TIC à toute une gamme de services allant des transports et de la logistique aux services professionnels ont permis des gains importants en matière de productivité du travail grâce à des innovations continues dans les produits et les processus (Nayyar *et al.*, 2021).

Les services sont aussi de plus en plus liés aux autres secteurs et améliorent la productivité en ayant des retombées à l'échelle de l'économie. Cela est illustré par le rôle central d'intermédiation qu'ils jouent comme intrants dans la production et les exportations de marchandises et d'autres services.

Toutefois, même si la productivité du travail dans les services s'est améliorée et a réduit l'écart avec le secteur manufacturier, des différences importantes subsistent entre les secteurs et entre les pays. La mesure dans laquelle les secteurs partagent des caractéristiques associées aux économies d'échelle, à l'intensité commerciale, aux retombées et à l'innovation varie considérablement. Certains secteurs de services tels que les services financiers et les services liés aux TIC ont une productivité totale des facteurs supérieure à celle du secteur manufacturier dans les économies à revenu faible et intermédiaire, tandis que d'autres tels que l'hôtellerie ont une productivité inférieure.

Pour ce qui est de réaliser des gains en matière d'emploi et de productivité grâce aux services, les travaux récents de la Banque mondiale ont attiré l'attention sur l'importance critique de quatre

grands domaines d'action (Nayyar *et al.*, 2021) :

- développer le commerce des services ;
- favoriser l'adoption de technologies ;
- former les travailleurs pour améliorer leurs compétences ;
- cibler les services qui apportent des avantages à l'ensemble de l'économie pour obtenir le soutien du public.

Les moyens de réaliser des gains en matière de développement économique grâce à l'expansion des échanges de services doivent être considérés dans ce contexte plus large où les changements structurels en direction des services offrent des possibilités commerciales, mais simultanément aussi où les politiques gouvernementales relatives au commerce des services sont essentielles pour favoriser la croissance et le développement induits par les services en contribuant à accroître les gains d'efficacité et de compétitivité à l'échelle de l'économie.

3. L'importance grandissante des services dans le commerce mondial

L'évolution mondiale en direction des services a un corollaire sur le plan commercial. Les services représentent désormais une part importante du commerce et de l'investissement au niveau mondial, comme l'illustrent les

statistiques de la balance des paiements. Toutefois, leur influence plus grande – et sans doute plus importante – tient au rôle central qu'ils jouent dans les réseaux de production transfrontières.

(a) Le commerce des services commerciaux occupe une place importante et grandissante dans le commerce mondial

Les services étaient depuis longtemps la composante la plus dynamique du commerce mondial avant la pandémie de COVID-19. Mesuré sur la base de la balance des paiements, le commerce des services commerciaux⁸ a progressé plus rapidement que le commerce des marchandises entre 2011 et 2019.⁹ En 2022, la part des services commerciaux dans le commerce mondial était supérieure à 22%, contre 25% en 2019, avant la pandémie de COVID-19.

Depuis 2005, les exportations mondiales de services commerciaux ont augmenté de près de 170% (voir le graphique 6). Le rythme de croissance de ces exportations a été plus élevé dans les économies en développement et les

économies les moins avancées (voir le graphique 7). Entre 2005 et 2022, les exportations de services commerciaux des économies les moins avancées ont enregistré une croissance largement supérieure à 300%, tandis que celles des autres économies en développement progressaient de plus de 250%.

La part des économies en développement dans les exportations mondiales de services commerciaux a donc fortement progressé, passant de 23,5% en 2005 à 33,5% en 2022. Malgré cette croissance impressionnante, la part relative des exportations de services des économies les moins avancées reste limitée avec moins de 1% des exportations mondiales – un niveau qui a encore baissé à la suite de la pandémie de COVID-19.

Part des services commerciaux dans le commerce mondial en 2022



> 22%

Part des économies en développement dans les exportations mondiales de services commerciaux



2022
33,5%
contre
2005
23,5%

Croissance des exportations de services commerciaux, 2005-2022

Économies les moins avancées

Économies en développement

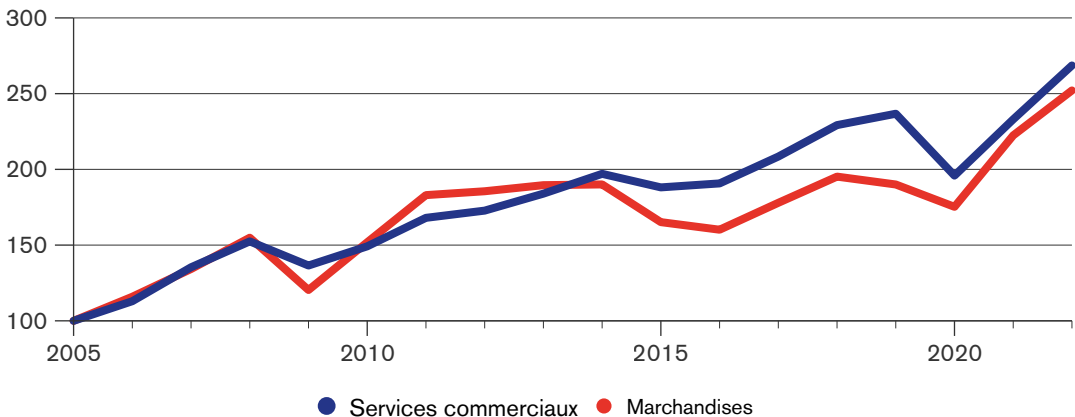
> 300% > 250%

Entre 2005 et 2022, les parts de l'Afrique, de l'Amérique du Nord, de l'Amérique latine et des Caraïbes et de l'Europe dans les exportations mondiales de services ont baissé, tandis que celle de l'Asie augmentait (de 19,5% à 24,2%), de même que celle du Moyen-Orient (de 2,5% à 5,4%). La Chine et l'Inde ont doublé leur part au cours de cette période (de 3,0% à 5,4% et de 2,0% à 4,4% respectivement). En ce qui concerne les importations mondiales de services commerciaux, les parts de l'Amérique latine et des Caraïbes, de l'Asie et du Moyen-Orient ont augmenté, tandis que celles de l'Afrique, de l'Amérique du Nord et de l'Europe ont baissé.

L'accroissement du commerce des services commerciaux a été stimulé par des progrès dans les TIC, dont le meilleur exemple est peut-être l'expansion mondiale d'Internet, qui a multiplié les possibilités de fourniture de services à distance (y compris au-delà des frontières) tels que les services professionnels, les services aux entreprises, les services audiovisuels, les services d'éducation, les services de distribution, les services financiers et les services liés à la santé.

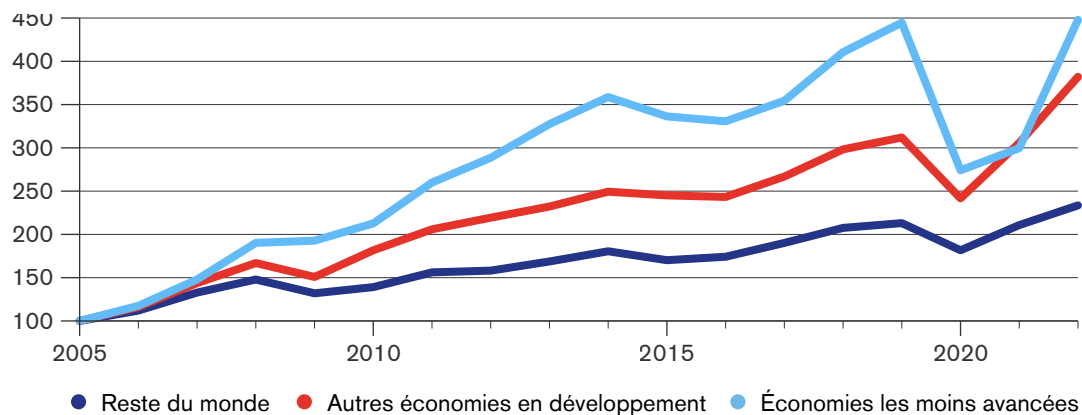
Graphique 6.

Croissance des exportations mondiales de marchandises et de services commerciaux, 2005-2022 (Indice 2005 = 100)



Graphique 7.**Croissance des exportations de services commerciaux par groupe d'économies, 2005-2022**

(Indice 2005 = 100)



Source : WTO Stats, disponible à l'adresse <https://stats.wto.org>, et estimations de l'OMC.

Croissance des exportations d'« autres services commerciaux »

Le commerce a progressé plus rapidement dans des secteurs moins traditionnels comme les services liés aux TIC par rapport aux services de transport, aux services relatifs aux voyages et aux services liés aux marchandises (voir le graphique 8). Les statistiques de la balance des paiements révèlent qu'entre 2005 et 2022 ces « autres services commerciaux¹⁰ », qui incluent de nombreux services fournis par voie numérique, se sont développés beaucoup plus rapidement que des secteurs plus traditionnels tels que les transports (6%) et les voyages (3%), qui ont été frappés de plein fouet par la pandémie de COVID-19. Dans la catégorie des « autres services commerciaux », les services de télécommunication, d'informatique et d'information ont enregistré la plus forte

croissance annuelle entre 2005 et 2022 (10%), suivis par les services personnels, culturels et récréatifs (7%) et les autres services aux entreprises (7%).

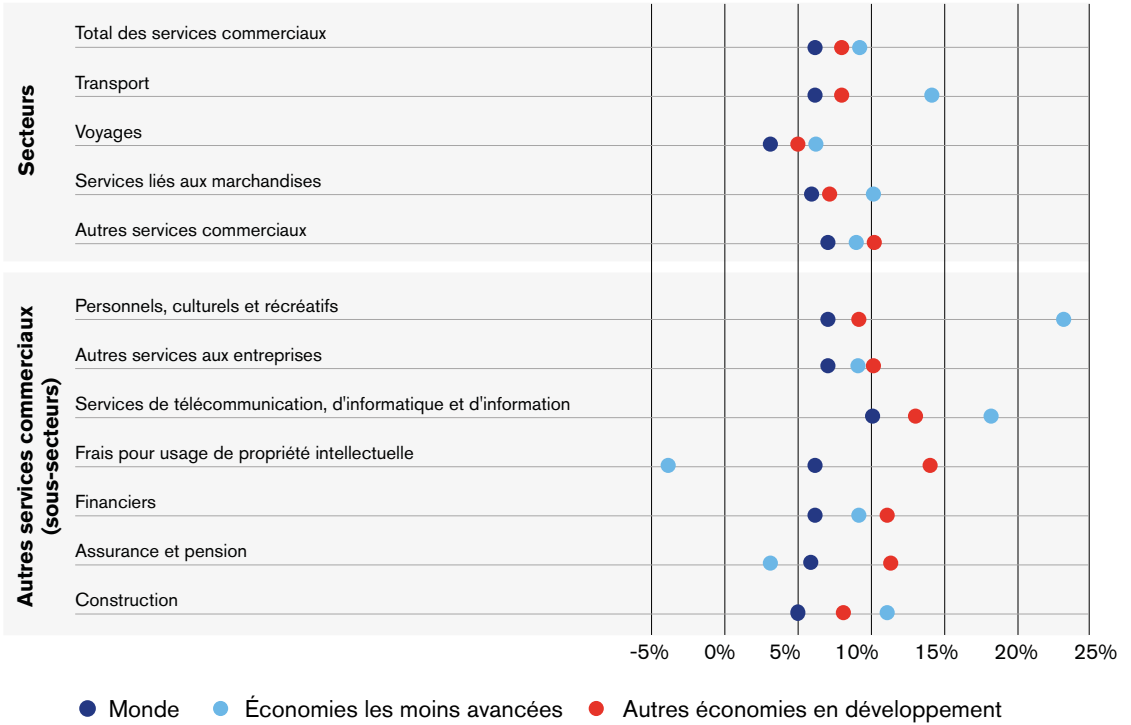
Le graphique 8 compare aussi la croissance du commerce des services dans les différentes économies et met en relief le fait que l'accroissement des exportations des économies en développement est de plus en plus lié aux services moins traditionnels qui sont plus faciles à fournir à travers les frontières grâce à des moyens numériques. Les économies les moins avancées ont enregistré une forte croissance dans des secteurs plus traditionnels tels que les transports (14%) et les services de construction (11%), dans les services personnels, culturels et récréatifs (23%) et dans les services de télécommunication, d'informatique et d'information (18%).



La croissance des exportations des économies en développement est de plus en plus liée aux services fournis par voie numérique.

Graphique 8.

Taux de croissance annuel moyen des exportations dans certains secteurs de services, par groupe d'économies, 2005-2022



Source : WTO Stats, disponible à l'adresse <https://stats.wto.org>, et estimations de l'OMC.

Croissance des exportations de services informatiques entre 2019 et 2022

Bangladesh

+124%

Pakistan

+118%



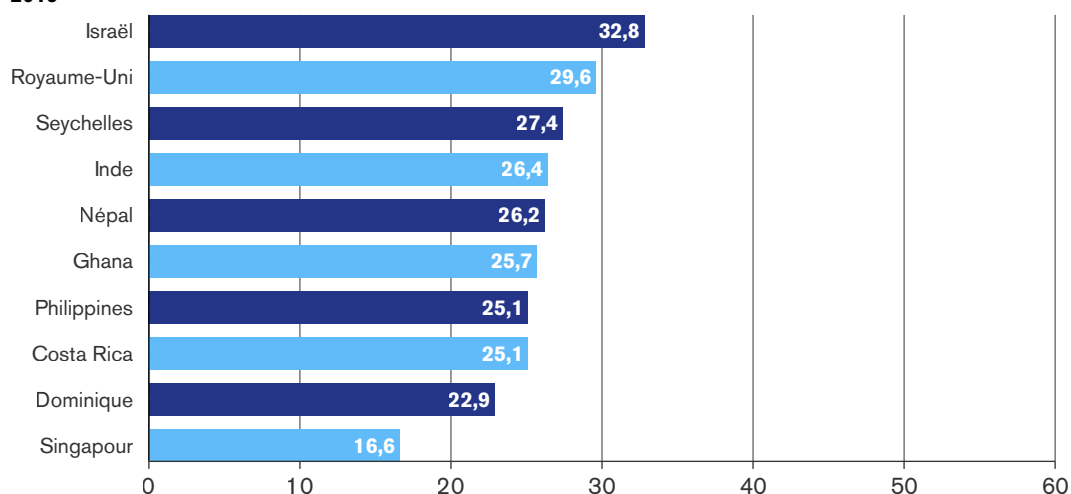
La croissance de secteurs tels que les services de télécommunication, d'informatique et d'information a été particulièrement forte dans les économies en développement au cours des dernières années. À titre d'exemple, les exportations de services informatiques du Pakistan ont progressé de 118% et celles du Bangladesh ont augmenté de 124% entre 2019 et 2022. L'expérience de l'Inde et des Philippines comme leaders mondiaux du commerce des services informatiques et des services d'externalisation des fonctions de l'entreprise illustre le potentiel de croissance du commerce des services non traditionnels, ainsi que les avantages offerts par l'emploi féminin (voir l'encadré 1).

La croissance des exportations de services moins traditionnels a contribué à diversifier le panier des exportations de nombreuses économies en développement. Le graphique 9 montre que, pour un certain nombre de ces économies, les services liés aux TIC, les services financiers et les autres services aux entreprises, qui sont principalement exportés sous forme numérique, ont représenté plus de 15% des exportations totales de marchandises et de

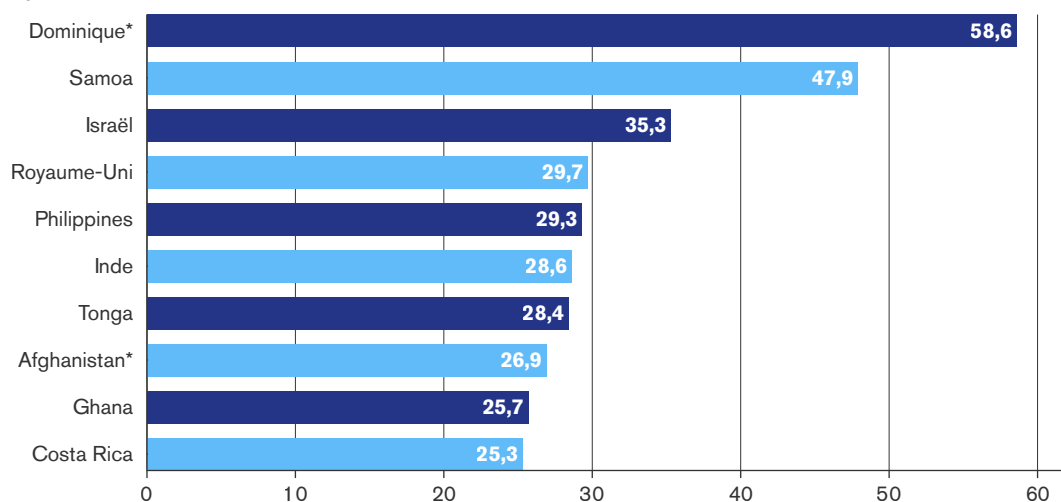
services en 2022, ainsi qu'avant la pandémie de COVID-19 en 2019. Ces services occupaient une large place dans les exportations totales des économies en développement avant et pendant la pandémie (7% des exportations totales de marchandises et de services en 2022), ce qui, dans certains cas, a transformé les profils d'exportation, notamment en réduisant la part des services liés au tourisme.

Graphique 9.

Part des services de télécommunication, d'informatique et d'information, des autres services aux entreprises et des services financiers, 2019 et 2022 (10 principaux Membres de l'OMC, en %)
2019



2022



Source : WTO Stats, disponible à l'adresse <https://stats.wto.org>, et estimations de l'OMC.

Note : L'Union européenne comptant pour un Membre. *Données de 2021.

Encadré 1. Services informatiques et externalisation des fonctions de l'entreprise : l'Inde et les Philippines

L'Inde est profondément intégrée dans les chaînes de valeur mondiales (CVM) de l'industrie logicielle. À partir des années 1990, elle est devenue une destination privilégiée des sociétés multinationales pour l'externalisation des services logiciels à forte intensité de main-d'œuvre et l'externalisation des fonctions de l'entreprise (BPO). L'exportation des services informatiques a beaucoup contribué à sa croissance économique.

De même, les Philippines sont devenues un leader mondial dans le domaine du BPO, et elles sont considérées aujourd'hui comme la capitale mondiale des centres d'appels. Elles sont spécialisées dans l'externalisation des services clients et des services de soutien administratif tels que les centres d'appel, les services informatiques, la transcription médicale et la production de films d'animation et de dessins animés, principalement pour des sociétés étrangères.

Création d'emplois

Les chaînes de valeur des services apportent une contribution majeure à la croissance économique et sont des sources de devises pour les deux pays. En Inde, aucun secteur n'a créé autant d'emplois bien rémunérés au cours des 10 dernières années que l'industrie informatique.

De même, aux Philippines, l'informatique et la gestion des fonctions de l'entreprise sont les plus gros pourvoyeurs d'emplois. En 2021, elles ont créé 1,23 million d'emplois directs et 4,08 millions d'emplois indirects et rapporté 24,7 milliards de dollars EU de revenus.

Autonomisation des femmes

La contribution des services de BPO va au-delà de la croissance et de l'emploi. Ces services participent aussi de façon importante à l'amélioration des compétences, à l'élévation du niveau d'instruction et à l'inclusion sociale, stimulant la participation des femmes à la population active.

Aux Philippines, environ 54% des personnes employées dans le secteur du BPO sont des femmes. Dans ce secteur, les plus gros employeurs sont les centres d'appels, dont la majorité des employés sont aussi des femmes (55%). En Inde, les femmes

constituent 34% de la main-d'œuvre informatique. La participation des femmes au secteur du BPO est beaucoup plus élevée que la moyenne nationale, qui est de 46% aux Philippines et de 21% en Inde.

Interventions des pouvoirs publics

L'expansion des services de BPO dans les deux pays tient surtout aux avantages comparatifs et aux initiatives et politiques des pouvoirs publics qui ont créé un environnement favorable pour les entreprises qui fournissent ces services. En Inde et aux Philippines, la population active compte de nombreux jeunes qui ont un niveau d'anglais élevé et connaissent bien les communications numériques et à distance – grâce surtout à l'émigration massive de travailleurs indiens et philippins.

La diaspora indienne a joué un rôle important dans l'élaboration des politiques indiennes destinées au secteur informatique. Le gouvernement a ainsi créé des programmes bilatéraux pour les expatriés afin qu'ils puissent se connecter au secteur informatique indien grâce à différents canaux, de façon à favoriser le transfert de connaissances, le conseil, la création de réseaux d'anciens élèves pour les établissements financés par l'État dans le secteur, les bourses honorifiques dans les universités indiennes et les groupes consultatifs du gouvernement auxquels participent des professionnels indiens de l'informatique qui ne résident pas en Inde.

Les interventions des pouvoirs publics ont joué un rôle important en aidant à développer le secteur et en attirant des investissements étrangers. Par exemple, la libéralisation du secteur des télécommunications opérée par les deux pays dans les années 1990 a favorisé la mise en place de l'infrastructure numérique nécessaire à l'épanouissement du secteur du BPO.

Les deux pays ont en outre mis en œuvre une législation sur les droits de propriété intellectuelle et des réglementations sur la cybercriminalité. Les incitations publiques sous la forme d'importations en franchise de droits pour le matériel et les fournitures, d'exemptions fiscales, de propriété étrangère à 100% et de zones industrielles ainsi que de réformes facilitant les opérations des entreprises telles que les guichets uniques pour l'enregistrement des

entreprises, ont contribué à renforcer l'avantage comparatif des deux pays dans le secteur.

Investissements futurs

Pour suivre le rythme des technologies qui évoluent rapidement et rester compétitives tout en progressant dans la chaîne de valeur, l'Inde et les Philippines devront en permanence améliorer et faire évoluer les compétences de leur population active et investir dans le développement de leurs secteurs de services – notamment en matière de R-D. Une importante préoccupation pour les deux pays est qu'on peut estimer que leur participation aux CVM dans le secteur des services comporte une part encore trop grande de tâches essentiellement routinières à faible valeur ajoutée.

Les entreprises philippines de BPO intègrent actuellement la technologie du nuage et la robotique dans leurs processus et leurs applications, ce qui contribue à améliorer la productivité et la sophistication des modèles d'entreprise.

Ces investissements les aident à évoluer vers l'externalisation de services plus spécialisés et davantage fondés sur des connaissances incluant l'analyse des fraudes, l'intégration des données, la gestion de projet, la R-D, l'évaluation des fusions et acquisitions et les analyses de rentabilité des produits.

Source : Nano et Stolzenburg (2021).



L'Inde et les Philippines sont devenues leaders mondiaux pour ce qui est des services informatiques et de l'externalisation des fonctions de l'entreprise.

Structure du commerce des services commerciaux

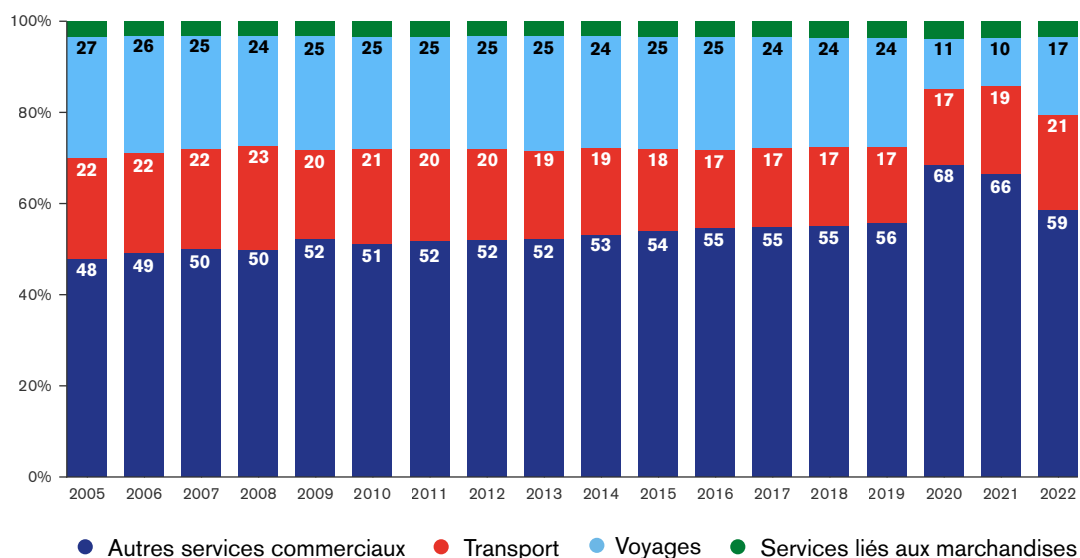
Reflétant les différences de trajectoires entre les secteurs, la structure du commerce des services commerciaux a profondément changé au niveau mondial depuis la pandémie de COVID-19. La part des services relatifs aux voyages et des services de transport dans le commerce mondial des services a chuté, tandis que celle des services plus faciles à fournir par des moyens électroniques a augmenté. En effet, la part des « autres services commerciaux » dans les exportations mondiales de services commerciaux n'a cessé de progresser, passant de 48% en 2005 à 56% en 2019, puis à 66% en 2021, avant de retomber à 59% en 2022, cette progression étant due à la COVID et à la contraction relative d'autres secteurs liée aux restrictions imposées par la pandémie (voir le graphique 10). Parallèlement, la part globale des services relatifs aux voyages, des services de transport et des services liés aux marchandises a été ramenée de 52% en 2005 à 41% en 2022.

Pour les économies en développement et les économies les moins avancées, les changements dans la composition du commerce des services ont été plus marqués. La part des « autres services commerciaux » dans leurs exportations totales de services commerciaux est passée de 34% en 2005 à 48% en 2022. Même si la pandémie a eu une forte incidence sur la structure du commerce mondial, compte tenu notamment de l'effondrement des recettes liées aux voyages, l'expansion relative des « autres services commerciaux » aux dépens des secteurs plus traditionnels avait déjà commencé.

Les sous-secteurs dont l'importance relative a le plus augmenté pour les exportations des économies en développement sont, entre autres, les services de télécommunication, d'informatique et d'information (de 7% des exportations totales de services commerciaux à 14% en 2022), les autres services aux entreprises (de 19% à 23%) et les services d'assurance et de pension (de 1,4% à 2,6%). En revanche, la part des transports et des voyages a été ramenée de 62% à 49% entre 2005 et 2022, et la pandémie a encore accentué ce recul.

Graphique 10.

Structure des exportations mondiales de services commerciaux, 2005-2022



Source : WTO Stats, disponible à l'adresse <https://stats.wto.org>.

Note : Les services liés aux marchandises couvrent les composantes de la balance des paiements « Services de production manufacturière utilisant des facteurs physiques de production appartenant à des tiers » et « Services d'entretien et de réparation non compris ailleurs ».

Part des exportations d'« autres services commerciaux » dans les économies en développement



Part des exportations totales de services commerciaux.

La composition du commerce des services a changé dans toutes les régions, entraînant des gains largement répartis en matière de développement. Entre 2005 et 2022, la part des « autres services commerciaux » dans les exportations totales de services commerciaux a augmenté dans toutes les régions, mais surtout en Afrique (passant de 21% à 27%), en Amérique latine et dans les Caraïbes (de 29% à 39%) et en Asie (de 39% à 61%).

La part des « autres services commerciaux » dans les importations totales de services commerciaux a également augmenté au cours de la même période dans chacune des régions

susmentionnées – sauf en Afrique, où elle a reculé de 40% à 37%. En conséquence, la part dans les importations totales de services est plus faible en Afrique que dans les autres régions.¹¹

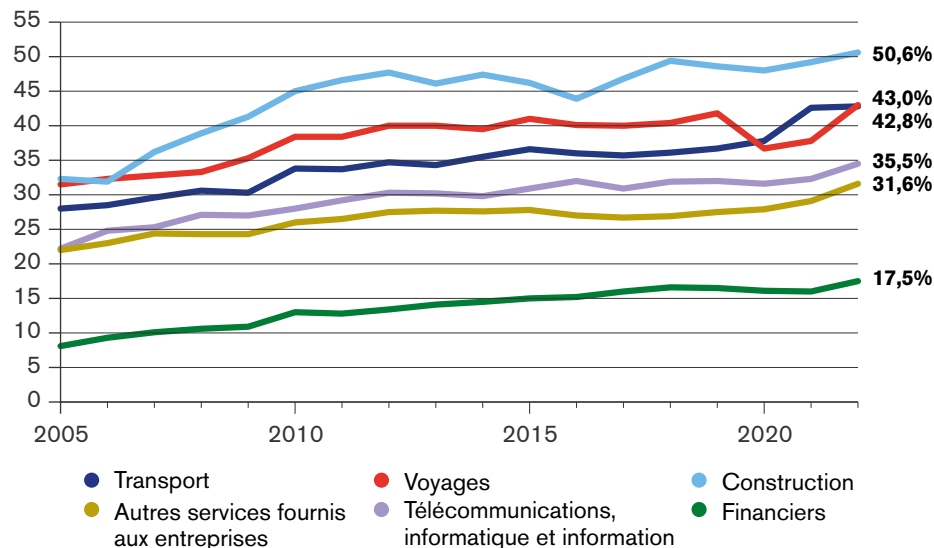
Il ne faut pas sous-estimer les changements qualitatifs en jeu. Non seulement les services moins traditionnels représentent une part grandissante des exportations de services des économies en développement, mais ces économies augmentent leur part des exportations mondiales dans ces secteurs (voir le graphique 11). Il en est ainsi alors même que leur part dans le commerce mondial des services traditionnels reste relativement plus importante (49% des exportations mondiales pour les services de transport et 45% pour les services liés aux voyages en 2022).

La part des économies en développement dans les exportations mondiales d'« autres services commerciaux » est passée de 17% en 2005 à 28% en 2022. Leur part dans les exportations mondiales de services aux entreprises et de services informatiques a également enregistré une hausse notable.¹²

Graphique 11.

Part des économies en développement dans les exportations mondiales de services commerciaux pour certains des principaux secteurs, 2005-2022

(Part des exportations mondiale pour chaque secteur, en %)



Source : Estimations de l'OMC.

Note : Les économies en développement incluent ici les économies les moins avancées.

Exportations de services fournis par voie numérique, 2022

3 820 milliards d'USD



Une part de **54%** des exportations mondiales de services

Services fournis par voie numérique

L'expansion rapide du commerce des services, notamment les services moins traditionnels, est à l'image de la forte croissance récente des services fournis par voie numérique. Les services sont essentiels au commerce numérique – non seulement parce qu'une large gamme de services peut désormais être fournie en ligne, mais aussi parce que ces services constituent l'infrastructure de base qui permet la fourniture numérique, les transactions numériques et le commerce électronique de façon plus générale.

Selon les dernières estimations de l'OMC (2023), les exportations mondiales de services fournis par voie numérique ont plus que triplé depuis 2005, avec une hausse moyenne de 8,1% par an entre 2005 et 2022, soit plus que la croissance des exportations de biens (5,6%)

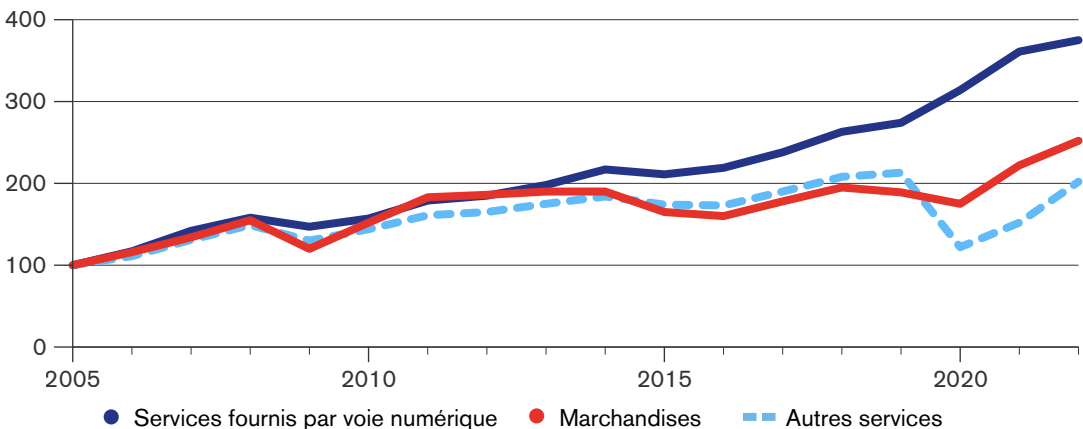
et d'autres services (4,2%) (voir le graphique 12). Alors que les services touristiques et les autres services qui nécessitent une mobilité transfrontières des personnes se sont contractés pendant cette période, les exportations de services fournis par voie numérique ont continué d'augmenter pour atteindre 3 820 milliards de dollars EU en 2022, soit 54% du montant total des exportations mondiales de services.

Dopée durant la pandémie par le travail, l'apprentissage et les services récréatifs à distance, la croissance en glissement annuel des exportations de services fournis par voie numérique a été de 14% en 2020 et de 15% en 2021. En 2022, ces exportations étaient supérieures de 37% à celles de 2019.

Graphique 12.

Croissance des exportations de services fournis par voie numérique, 2005-2022

(Indice 2005 = 100)



Source : Estimations de l'OMC (OMC, 2023).

Note : Les « services fournis par voie numérique » comprennent les exportations, selon le mode 1, des services relevant des composantes de la balance des paiements suivantes: services financiers, services d'assurance et de pension, frais pour usage de propriété intellectuelle non compris ailleurs, services de télécommunication, d'informatique et d'information, et certaines catégories de services fournis aux entreprises et de services personnels, culturels et récréatifs.

Les exportations de services fournis par voie numérique selon le mode 1 (fourniture transfrontières) ont connu ces dernières années une croissance rapide dans toutes les régions (voir l'encadré 2 pour des renseignements sur les modes de fourniture). L'Europe représente plus de la moitié des exportations mondiales de ces services. La croissance a été plus rapide en Asie que dans le reste du monde.

En 2022, près de 25% des services fournis par voie numérique provenaient d'Asie et 19% d'Amérique du Nord. L'Amérique latine et les Caraïbes ainsi que le Moyen-Orient ont enregistré

une accélération en 2022. Toutefois, en Afrique et dans les économies les moins avancées, la croissance a continué de stagner, l'Afrique représentant moins de 1% des exportations de services fournis par voie numérique en 2022.

L'expansion du commerce des services dans les économies en développement comprend aussi les services de santé et d'éducation. Outre qu'ils ont offert d'importantes possibilités de croissance des exportations – grâce à la numérisation, mais pas seulement –, les échanges dans ces secteurs ont contribué à la réalisation d'objectifs non commerciaux examinés dans les encadrés 3 et 4.

Encadré 2. Le commerce des services : quatre modes de fourniture

L'Accord général sur le commerce des services (AGCS) de l'OMC classe le commerce des services selon quatre modes de fourniture.

MODE 1 : fourniture transfrontières

Les services sont fournis en provenance du territoire d'un Membre de l'OMC et à destination du territoire d'un autre Membre (par exemple à travers Internet).

MODE 3 : présence commerciale

Les services sont fournis par un fournisseur d'un Membre grâce à une présence commerciale sur le territoire d'un autre Membre (par exemple l'établissement d'une filiale pour desservir le marché local).

MODE 2 : consommation à l'étranger

Les services sont fournis sur le territoire d'un Membre à l'intention d'un consommateur d'un autre Membre (exemple: le tourisme).

MODE 4 : présence de personnes physiques

Un fournisseur d'un Membre fournit des services grâce à la présence de personnes physiques sur le territoire d'un autre Membre (exemple : les consultants).



Encadré 3. Développement de services médicaux tournés vers l'exportation

En 2019, le commerce des services médicaux selon les quatre modes de fourniture a été estimé à 78,6 milliards de dollars EU. Il a joué un rôle important dans la lutte contre la pandémie de COVID-19. Toutefois, les restrictions liées à la pandémie ont entraîné une contraction de 9% de ce commerce.

Le commerce des services médicaux offre la possibilité d'améliorer l'accessibilité et la qualité des soins de santé dans les pays exportateurs et importateurs.

Il peut, par exemple, aider les pays en développement à combler leurs déficits en capital physique et humain dans le secteur de la santé.

Toutefois, l'incidence du commerce sur les systèmes de santé dépend de plusieurs facteurs, parmi lesquels la structure du système de santé national et la formulation des réglementations et des politiques d'accompagnement.

Mode 1 : télémédecine

La télémédecine est en progression depuis quelques années, et la pandémie de COVID-19 a rapidement accéléré cette tendance. Elle peut procurer de nombreux avantages aux pays en développement, notamment en allégeant les contraintes humaines et infrastructurelles dans les zones éloignées et mal desservies et en



En 2019, le commerce des services médicaux s'est élevé à 78,6 milliards de dollars EU.

élargissant l'accès à des services médicaux de qualité. La disponibilité des services de télémédecine dépend beaucoup de la qualité des connexions Internet et de l'infrastructure de télécommunication. Les perspectives de télémédecine transfrontières peuvent aussi être compromises par l'absence de cadres législatifs solides pour la télémédecine, le commerce numérique et la protection des données.

Mode 2 : tourisme médical

Le tourisme médical et de bien-être a connu une forte expansion au cours des dernières décennies, grâce à l'amélioration des services de télécommunication et de transport. Des pays tels que le Brésil, Cuba, les Émirats arabes unis, l'Inde, la Jordanie, la Malaisie, la République de Corée, Singapour et la Thaïlande sont devenus des centres importants de soins médicaux qui reçoivent des patients en provenance des pays développés et en développement. L'Inde, par exemple, est devenue une destination populaire pour les voyages médicaux et a accueilli environ 3,5 millions de patients étrangers entre 2009 et 2019. Ces patients, qui viennent de pays développés tels que les États-Unis et le Royaume-Uni, mais aussi de pays en développement tels que le Bangladesh, le Népal et Sri Lanka, se rendent en Inde pour y suivre des traitements de qualité moins coûteux.

La Thaïlande est une autre destination populaire du tourisme médical. Elle a développé un vaste secteur orienté vers les patients étrangers, avec 61 hôpitaux bénéficiant du label de qualité de la Joint Commission International, une organisation qui évalue les normes hospitalières dans le monde. En 2019, elle a accueilli 172 265 touristes venus pour recevoir des soins, selon le Bureau national de la statistique. Pour atténuer le risque d'exode des cerveaux lié à l'expansion d'une industrie qui cherche à attirer des touristes internationaux, les médecins et le personnel infirmier doivent travailler trois ans dans le secteur public, y compris en milieu rural, en échange du financement de leurs études par l'État avant de pouvoir être engagés dans un hôpital privé. Le gouvernement a aussi augmenté les salaires des médecins, du personnel infirmier et des

dentistes dans tous les hôpitaux communautaires, afin d'encourager ces professionnels à rester dans le secteur public et de maintenir la qualité des services de santé publique.

Mode 3 : présence commerciale étrangère

L'investissement étranger dans le secteur de la santé permet de mettre en place des technologies et des innovations médicales en améliorant l'accessibilité, le transfert et le niveau des technologies, des savoir-faire et des autres atouts stratégiques dans le domaine médical et en contribuant aussi à combler les lacunes. Il est particulièrement intéressant pour les pays en développement dont les infrastructures de santé doivent être modernisées, car il atténue la pression imposée à des finances publiques limitées, tout en améliorant l'accès aux services médicaux. L'accroissement des capacités permet aussi d'offrir des services de santé qui étaient rares ou inexistantes (par exemple des traitements spécialisés), ce qui contribue à réduire la nécessité d'importer de tels services.

L'investissement étranger dans les services de santé a des retombées qui vont bien au-delà du secteur de la santé, y compris des effets indirects sur la croissance, le revenu et l'emploi, et qui s'étendent à d'autres secteurs tels que la construction, les transports, les télécommunications et une multitude de services aux entreprises. Les entreprises étrangères, qui ont souvent un meilleur accès aux technologies et aux actifs stratégiques, obtiennent fréquemment des résultats supérieurs à ceux des établissements nationaux, tout en aidant à améliorer la qualité et la concurrence entre les prestataires de services de santé.

En Inde, HLL Lifecare Limited (une entreprise publique) et l'Acumen Fund (un fonds d'investissement d'impact sans but lucratif établi aux États-Unis) ont créé une coentreprise qui offre des soins en maternité de grande qualité et plus abordables (30% à 50% moins chers) à des communautés à faible revenu et mal desservies dans le pays. Cette coentreprise s'est étendue à neuf hôpitaux depuis 2008, devenant la principale chaîne de maternités dans l'Inde du Sud et offrant des services à plus de 300 000 patientes.

Source : Gillson et Muramatsu (2020) et Banque mondiale et OMC (2022).

Note : Pour des renseignements de caractère général sur le développement du commerce des services de santé dans les pays en développement, voir Cattaneo (2009).

Encadré 4. Partenariats commerciaux numériques dans les services de santé et d'éducation en Afrique

Projet de réseau électronique panafricain

Le commerce des services numériques joue un rôle important en facilitant l'accès à la santé et à l'éducation. Le projet de réseau électronique panafricain – lancé et financé par le gouvernement indien en partenariat avec l'Union africaine – est devenu l'un des plus vastes projets de télémédecine et d'éducation en ligne en Afrique. Il a pour but de relier les grandes universités et les centres d'excellence africains et indiens, afin d'élargir les possibilités d'enseignement supérieur de qualité pour des milliers d'étudiants africains.

Il vise aussi à relier les principaux hôpitaux africains aux hôpitaux très spécialisés de l'Inde à des fins de formation médicale, de consultations médicales en ligne et de prestation d'autres services médicaux. Il reliera 53 centres de formation, 53 hôpitaux isolés, 5 universités régionales et 5 hôpitaux régionaux en Afrique à 12 hôpitaux très spécialisés et 7 grandes universités en Inde.

Ce projet en est actuellement à sa deuxième phase, et 47 États africains y ont déjà adhéré. Dans le cadre de cette phase, le gouvernement indien a lancé en octobre 2019 le projet de réseau e-VidyaBharati (téléformation) et e-ArogyaBharati (télémédecine) (e-VBAB). Le projet e-VBAB comporte actuellement un portail de formation en ligne (www.ilearn.gov.in) qui offre à des étudiants et à des professionnels africains un accès à plus de 500 cours dans divers domaines tels que l'ingénierie, la science, la pédagogie, les mathématiques et les sciences humaines.

Le portail offre aussi 15 000 bourses à des étudiants africains pour leur permettre de suivre des cours de deuxième et troisième cycles dans de grandes universités privées indiennes. Dans le domaine médical, le projet offre des services de télémédecine à des patients ainsi qu'une formation médicale continue à du personnel médical et paramédical africain.

Source : Africa Teledermatology Project, gouvernement indien et iLearn.

Note : Pour des renseignements de caractère général sur le développement du commerce des services de santé dans les pays en développement, voir Dihel et Goswami (2016).

Bibliothèque numérique africaine de la santé

Un autre partenariat portant sur les services de santé numériques en Afrique est l'initiative entre l'Université de Floride et une bibliothèque médicale en ligne de Zambie, qui a pour but de diffuser des informations médicales aux médecins d'Afrique australe.

Projet africain de télédermatologie

Le Projet africain de télédermatologie offre un soutien aux professionnels et aux patients africains grâce à un éventail de services, par exemple :

- des consultations en ligne ;
- des entretiens relatifs aux diagnostics et à la gestion des patients souffrant de maladies de la peau ;
- des liens avec des ressources éducatives ;
- un accès à un programme d'études en dermatologie conçu spécialement pour les sites africains.

Les États africains qui participent à ce projet sont le Botswana, le Burkina Faso, Eswatini, le Lesotho, le Malawi et l'Ouganda. Le projet est financé par l'Académie de dermatologie des États-Unis, l'Académie des sciences autrichienne et la Commission pour les études sur le développement.

Université virtuelle d'Ouganda

Plusieurs autres initiatives d'éducation en ligne sont en cours. L'Université virtuelle d'Ouganda est la première université en ligne du pays à être agréée par le Conseil national pour l'éducation supérieure. Elle offre des cours en ligne et permet aux étudiants d'accéder à une librairie électronique qui contient plus de 50 millions de documents en accès libre, y compris des ressources provenant d'universités internationales renommées telles que l'Institut de technologie du Massachusetts et l'Université Johns Hopkins.

Cette université virtuelle recrute du personnel et des étudiants locaux et internationaux. Les étudiants étrangers viennent du Burundi, de la République démocratique du Congo, du Rwanda, de la Somalie et du Soudan du Sud.

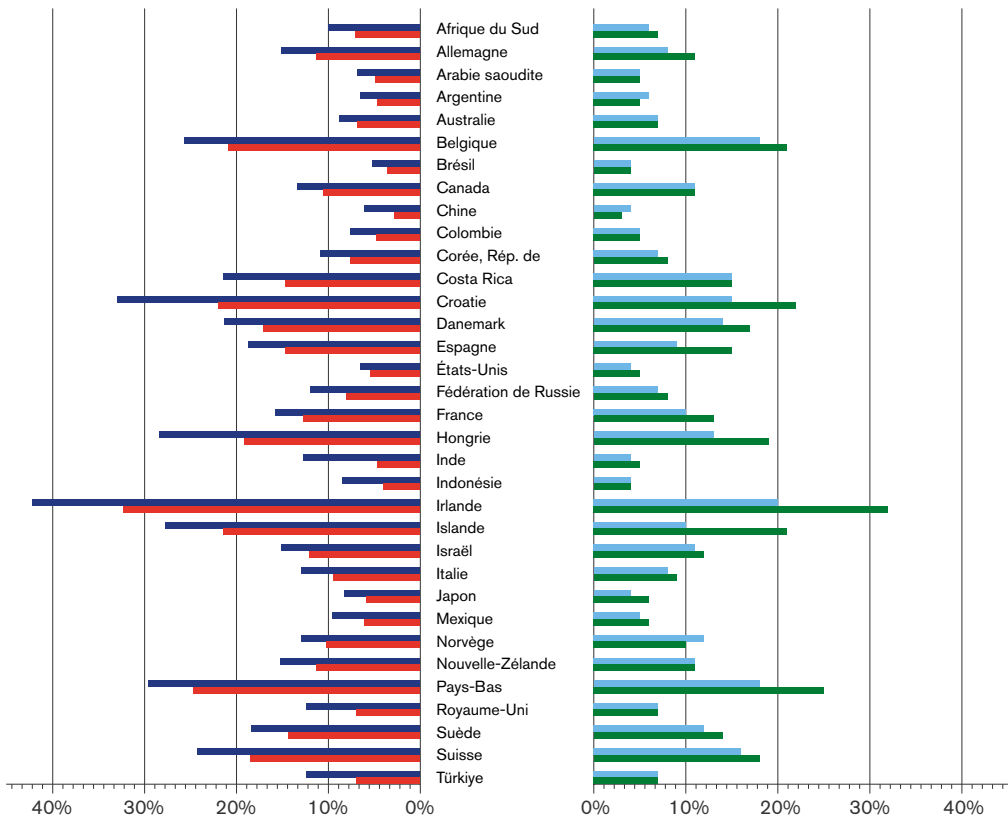
(b) Croissance de l'emploi lié aux exportations de services

La croissance du commerce transfrontières des services a entraîné une augmentation du nombre d'emplois liés aux exportations de services, y compris dans les économies en développement. Ces emplois représentent, dans de nombreux pays, une part importante et grandissante du nombre total d'emplois dans les services et, pour certains d'entre eux, du nombre total d'emplois. En Afrique du Sud, en Inde et en Türkiye, les emplois directement liés aux exportations transfrontières de services représentent plus de

10% du nombre total d'emplois dans le secteur des services. Le graphique 13 montre que, pour certains pays (par exemple l'Irlande, les Pays-Bas et le Costa Rica), les exportations transfrontières de services représentent plus de 20% du nombre total d'emplois. Globalement, la part des emplois liés aux exportations de services est en augmentation, et sa croissance dépasse celle du nombre total d'emplois dans les économies développées aussi bien que dans les économies en développement.

Graphique 13.

Proportion des emplois liés aux exportations transfrontières de services (2005 et 2018)



- Emplois dans le secteur des exportations de services commerciaux/emplois totaux dans le secteur des services 2018
- Emplois dans le secteur des exportations de services commerciaux/emplois totaux 2005
- Emplois dans le secteur des exportations de services commerciaux/emplois totaux 2018
- Emplois dans le secteur des exportations de services commerciaux/emplois totaux 2005

Source : OCDE, Base de données sur le contenu en emploi des échanges (TiM), disponible à l'adresse <https://stats.oecd.org/Index.aspx?lang=fr&SubSessionId=2ff66908-bcbc-4e56-b346-3cecf3970a90&themetreeid=10>.

(c) Le rôle clé des micro, petites et moyennes entreprises dans le commerce des services

Les MPME jouent un rôle clé dans le commerce des services et représentent la majeure partie (67%) des exportations transfrontières totales de services dans un certain nombre d'économies développées et en développement (voir le graphique 14). L'OMC (2019) constate que l'augmentation des échanges a moins tendance à favoriser les grandes entreprises dans le secteur des services que dans le secteur manufacturier. En effet, si l'on considère l'ensemble des exportations mondiales (marchandises et services), on voit que les grandes entreprises assurent la majeure partie des exportations et que la contribution des MPME ne dépasse pas 38%.

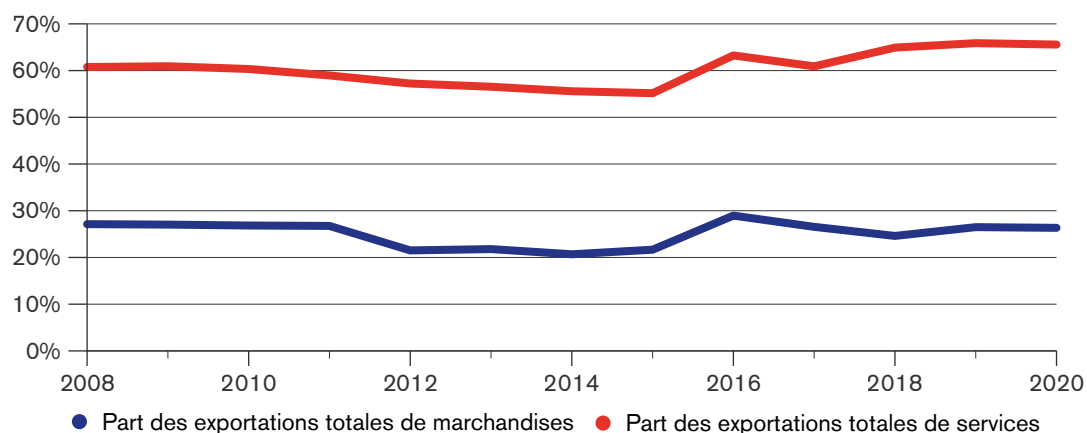
Selon une étude de l'ITC (2022), l'écart en matière de propension à exporter entre les petites et les grandes entreprises est beaucoup moins marqué dans le secteur des services que dans le secteur manufacturier: 28% des MPME exportent des produits manufacturés, contre 77% des entreprises ayant au moins 100 salariés. Cet écart de 49 points de pourcentage est plus de deux fois supérieur à l'écart de 22 points de pourcentage dans le secteur des services, où 16% des MPME exportent, contre 38% des grandes entreprises.

À l'OMC, les travaux effectués au Groupe informel sur les micro, petites et moyennes entreprises visent à accroître la participation des petites entreprises au commerce des services et à inclure les économies en développement dans le système commercial international (voir l'encadré 5).

« Le Groupe informel sur les micro, petites et moyennes entreprises de l'OMC vise à accroître la participation des petites entreprises au commerce des services et à inclure les économies en développement dans le système commercial international. »

Graphique 14.

Part moyenne des exportations de marchandises et de services des MPME, certaines économies, 2008-2020



Source : OCDE, Base de données du commerce par caractéristique d'entreprise (CCE), disponible à l'adresse <https://www.oecd.org/sdd/its/trade-by-enterprise-characteristics.htm>.

Note : Aux fins du présent document, les MPME sont définies comme des entreprises de moins de 250 employés. Les économies sélectionnées consistent en 34 membres de l'OCDE et 7 économies non membres de l'OCDE.

Encadré 5. Groupe informel de l'OMC sur les micro, petites et moyennes entreprises

Le Groupe informel sur les micro, petites et moyennes entreprises*, établi fin 2017, comprend 98 Membres de l'OMC de toutes les régions et de tous les niveaux de développement, dont 4 pays parmi les moins avancés (Afghanistan, Gambie, Myanmar et République démocratique populaire lao).

Aujourd'hui, 95% des entreprises dans le monde sont des MPME, représentant 60% de l'emploi total dans le monde. Or ces entreprises se heurtent à un certain nombre d'obstacles lorsqu'elles cherchent à participer au commerce international. Le Groupe a pour but de favoriser l'internationalisation des petites entreprises au moyen du droit non contraignant et en élaborant des instruments concrets.

En décembre 2020, il a finalisé un ensemble de six recommandations et déclarations sur les sujets suivants :

- transparence ;
- accès à l'information ;
- facilitation des échanges ;
- participation des MPME à l'évolution des réglementations ;
- accès au financement ;
- paiements transfrontières.

En décembre 2021, le Groupe a lancé la plateforme Trade4MSMEs (<https://trade4msmes.org/fr>) destinée à soutenir les MPME et les décideurs en centralisant les renseignements liés au commerce et en établissant un lien avec des sources d'information fiables pour les futurs négociants et les responsables qui cherchent à rendre leur politique commerciale plus inclusive. Cette plateforme propose un ensemble de guides concis sur le commerce international afin d'aider les MPME et les décideurs.

* Voir https://www.wto.org/french/tratop_f/msmes_f/msmes_f.htm.

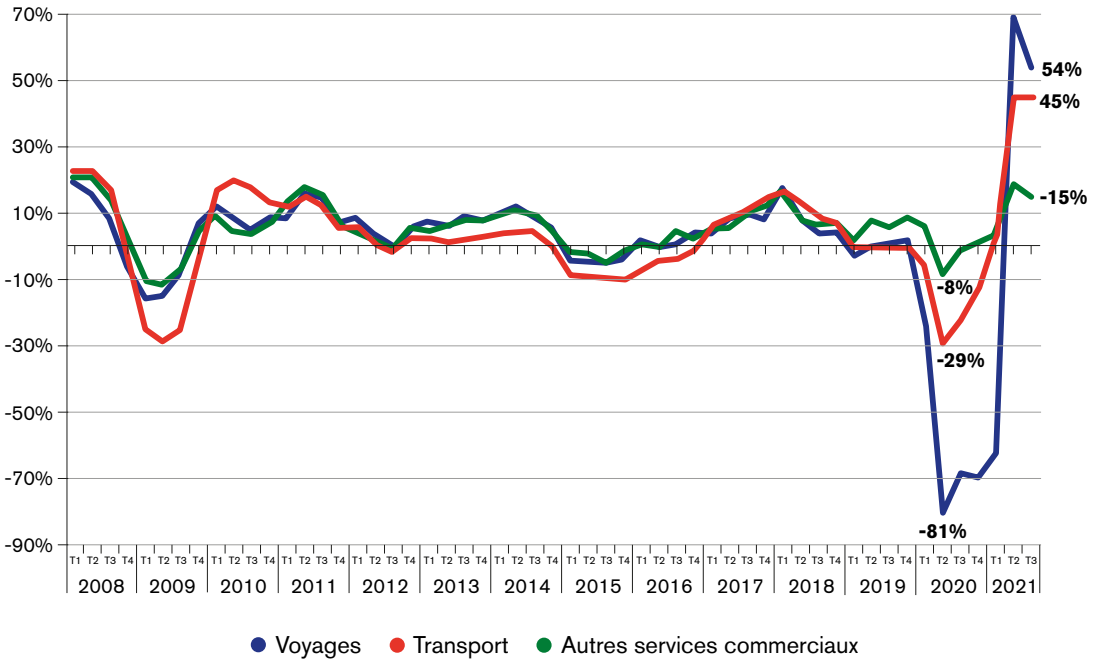
(d) Transformations consécutives à la pandémie de COVID-19

La pandémie de COVID-19 a entraîné un effondrement du commerce transfrontières des services, qui a encore accentué et accéléré les changements structurels déjà à l'œuvre, renforçant l'importance relative des services plus faciles à fournir par voie numérique (voir le graphique 15). La chute des exportations de services en 2020-2021 a été forte dans toutes les régions, et supérieure à celle des exportations de marchandises. Elle a surtout été causée par la baisse des recettes de voyages, mais aussi par une contraction marquée des services de transport.

Sans surprise, c'est le commerce selon les modes 2 (consommation l'étranger) et 4 (mouvement des personnes physiques) qui a été le plus touché en raison des restrictions à la mobilité dues à des raisons sanitaires (OMC, 2020a). Les services qui peuvent être fournis par voie numérique ont été moins affectés par le recul des échanges enregistré au plus fort de la pandémie et ont joué un rôle critique d'atténuateur, car les services liés aux TIC ont permis de soutenir des activités économiques telles que la vente au détail en ligne, en plus du télétravail et de l'enseignement scolaire à distance.

La pandémie a aussi offert l'occasion d'accélérer l'adoption de solutions informatiques et d'élargir la gamme des services fournis à distance.

Outre leur rôle de premier plan dans l'atténuation de la pandémie, les services fournis par voie numérique ont piloté les premières phases de relance du commerce mondial des services. Avec un commerce des services en hausse de 28% en glissement annuel au premier trimestre de 2021, les services fournis par voie électronique tels que les services informatiques, les services financiers et les services aux entreprises ont été les principaux moteurs de la croissance des échanges, parallèlement aux transports, stimulés par l'envolée des tarifs. Il y a eu une croissance rapide des exportations de services informatiques dans les économies développées aussi bien que dans les économies en développement (par exemple au Bangladesh, en Irlande, à Maurice et en Ukraine). Les exportations pakistanaises de services liés aux TIC ont aussi grimpé en flèche durant la pandémie (voir l'encadré 6).

Graphique 15.**Variation en glissement annuel du commerce mondial des services commerciaux, par secteur**

Source : Sur la base d'estimations de l'ITC, de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et de l'OMC.

Note : Moyenne des exportations et importations mondiales.

Croissance rapide des exportations de services informatiques entre 2019 et 2022

Bangladesh

+124%

Irlande

+56%

Maurice

+46%

Ukraine

+76%

États-Unis

+27%

L'amélioration de la connectivité numérique s'est révélée fondamentale pour la résilience durant la pandémie. La Banque asiatique de développement (2021a) a constaté que les pays dotés d'une meilleure infrastructure TIC avaient enregistré des baisses moins importantes de leur activité économique. Dans le même temps, la pandémie a donné un coup de fouet à la connectivité, amenant en ligne 782 millions de personnes supplémentaires entre 2019 et 2021 selon les estimations (UIT, 2021a), créant de nouvelles habitudes numériques et favorisant les investissements dans l'économie numérique.

Toutefois, la pandémie a aussi révélé des fractures numériques importantes, tant à l'intérieur des pays qu'entre eux, ce qui a montré à quel point les lacunes en matière de connectivité numérique pouvaient exacerber les inégalités sociales (voir OMC, 2022a).

Encadré 6. Le boom des TIC au Pakistan

Depuis le déclenchement de la pandémie de COVID-19, les exportations pakistantaises de services liés aux TIC ont enregistré une croissance soutenue. Avec les mesures de distanciation sociale et les fermetures de frontières, la demande de services numériques a bondi, faisant des services liés aux TIC le principal contributeur à l'économie parmi tous les sous-secteurs de services. Les exportations ont progressé dans presque tous les sous-secteurs: conseils en matière de logiciels, centres d'appels et services de télécommunication.

Même avant la pandémie, l'écosystème technologique du Pakistan était florissant, avec un nombre croissant de jeunes entreprises, d'organisations de soutien et d'investisseurs providentiels. Les secteurs public et privé jouent un rôle important dans le soutien à l'expansion des jeunes entreprises technologiques, avec plusieurs programmes d'accélération et d'incubation d'innovations comme Invest2Innovate et Nest I/O, qui ont apporté un appui à plus de 19 jeunes entreprises.

Facebook a conclu un partenariat avec le gouvernement pour lancer son premier laboratoire d'innovation en avril 2019, et Google organise

régulièrement des événements dans les grandes villes du pays. En 2019, le Pakistan avait le deuxième plus grand nombre de pôles technologiques d'Asie du Sud (35), précédé seulement par l'Inde, qui en avait plus de 250.

La croissance de l'écosystème des TIC du pays est soutenue par le capital humain et physique. Plus de 20 000 ingénieurs et informaticiens obtiennent leur diplôme chaque année, dont la plupart parlent anglais. Il y a aussi un nombre croissant de professionnels indépendants de grande qualité dans le secteur.

Le Pakistan possède une infrastructure numérique de bonne qualité, avec des services de télécommunication améliorés, un accès à Internet et 14 parcs informatiques. Ces atouts constituent un moteur important du secteur pakistantais de l'externalisation des fonctions de l'entreprise.

Selon l'Association des sociétés de services et de conseils en informatique du Pakistan, 53,8% des revenus du secteur des TIC en 2019 provenaient des exportations – principalement vers les États-Unis (52,1%), les Émirats arabes unis (8,8%) et le Royaume-Uni (7,0%).

Source : Saez et al. (2020).



(e) Le commerce par mode de fourniture et la contribution des services fournis au moyen d'une présence commerciale

Bien qu'elles illustrent l'importance grandissante du commerce transfrontières des services selon les modes 1, 2 et 4, les statistiques de la balance des paiements sous-estiment encore beaucoup le commerce mondial des services tel qu'il est défini dans l'AGCS. En particulier, elles n'incluent généralement pas la fourniture de services par des entreprises sous contrôle étranger (mode 3), qui est de loin le mode de fourniture le plus important sur le plan économique.¹³

Lorsqu'on prend en compte les services fournis au moyen de la présence commerciale d'un fournisseur étranger, la part des services dans le commerce mondial est supérieure d'environ 20 points de pourcentage aux estimations traditionnelles, atteignant 43% du commerce total des marchandises et des services.¹⁴ Le graphique 16 montre la part relative de chacun des quatre modes de fourniture dans le commerce mondial des services. Avec une valeur de 7 800 milliards de dollars EU, les ventes mondiales au moyen de l'établissement de filiales étrangères (mode 3) dépassent largement les autres modes, représentant 58,9% du commerce mondial des services.¹⁵ Ce chiffre est plus de deux fois plus élevé que pour le deuxième mode le plus important – la fourniture transfrontières (mode 1, y compris par des moyens électroniques), qui représentait au dernier décompte 27,7% du commerce total des services. La part de 2,9% du commerce impliquant le mouvement temporaire de fournisseurs de services reflète la politique restrictive qui régit le commerce selon le mode 4.

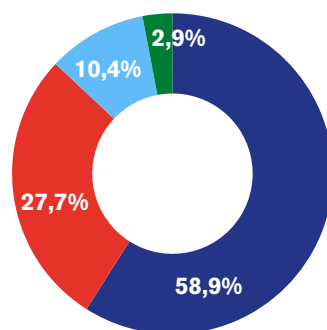
Lorsqu'on mesure le commerce des services selon les quatre modes de fourniture¹⁶, la part des économies en développement (à l'exclusion des économies les moins avancées) dans le commerce mondial des services affiche une hausse de 10 points de pourcentage depuis 2005, de 14,7% à 25,2% au dernier décompte. Bien qu'elle ait également augmenté, la part des exportations des économies les moins avancées n'était que de 0,3% dans les exportations mondiales de services et 0,9% dans les importations. En ce qui concerne les économies les moins avancées, leurs exportations de

services ont progressé en moyenne de près de 11% par an depuis 2005, même si elles sont parties d'un niveau très bas, la croissance induite par le tourisme ayant été favorisée par une augmentation des arrivées intrarégionales avant la pandémie.

Les résultats commerciaux impressionnants affichés par les économies en développement selon cette mesure élargie du commerce des services sont dus en grande partie à quatre économies classées comme les principaux exportateurs et importateurs de services (Chine ; Hong Kong, Chine ; Singapour ; et Inde). Une grande partie de leurs exportations combinées a lieu selon le mode 3. Pour les autres économies en développement, la fourniture transfrontières reste le mode d'exportation prédominant, suivi de près par la présence commerciale (OMC, 2019).

Les données relatives au commerce des services par mode de fourniture (TiSMoS) soulignent que la part des exportations de services selon le mode 4 est faible pour tous

Graphique 16.
Commerce mondial des services commerciaux par mode de fourniture (2017)



- Fourniture transfrontières (mode 1)
- Consommation à l'étranger (mode 2)
- Présence commerciale dans un autre pays (mode 3)
- Présence de personnes physiques dans un autre pays (mode 4)

Source : Données relatives au commerce des services par mode de fourniture (TiSMoS), Secrétariat de l'OMC.

les groupes de Membres de l'OMC: économies en développement, économies développées et économies les moins avancées. Le mode 4 est toutefois relativement plus important

pour certains secteurs. D'après l'ensemble de données TiSMoS, 9,8% des exportations mondiales d'« autres services aux entreprises » ont eu lieu selon le mode 4 en 2017.

(f) Rôle des services dans les chaînes d'approvisionnement

Fréquemment considérés comme le « ciment » des réseaux de production transfrontières, les services ont joué un rôle critique en permettant l'émergence des chaînes de valeurs mondiales et régionales. Si ces chaînes ont pu se déployer, c'est grâce aux améliorations apportées en matière d'efficacité, de qualité et de coût des services qui permettent de coordonner des processus de production géographiquement dispersés mais interconnectés – allant des transports et de la logistique aux services aux entreprises, en passant par les communications.¹⁷

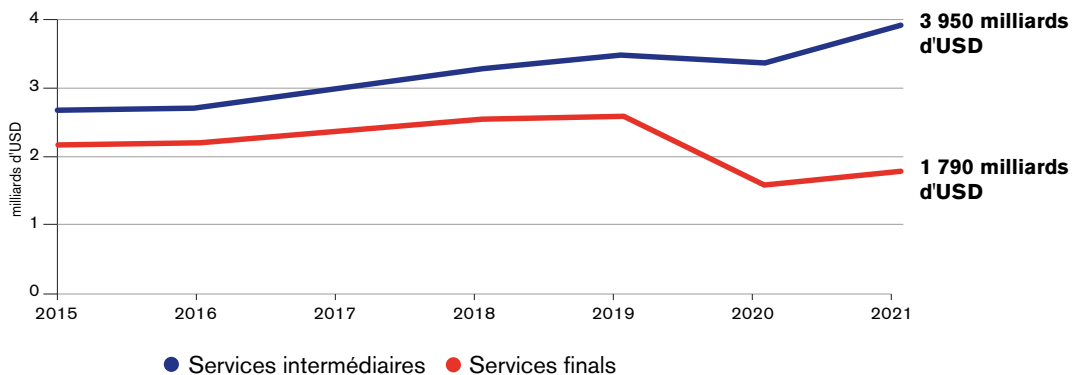
Outre qu'ils relient les différents stades de production à travers les frontières, les services sont devenus des intrants importants à tous les stades du processus de production des marchandises et des autres services. Les services intrants, qu'ils soient importés ou produits localement par des entreprises étrangères ou nationales, occupent une place grandissante dans la production de produits manufacturés qui sont ensuite exportés. La valeur ajoutée par les services aux marchandises exportées a augmenté, et elle

représente un moyen de plus en plus important pour les entreprises de services des pays en développement de s'intégrer dans les CVM et d'atteindre les marchés internationaux. En outre, les services constituent de plus en plus leurs propres chaînes de valeur, avec une fourniture fragmentée de différents intrants à des stades et dans les lieux différents. (Nano et Stolzenburg, 2021).

Le rôle critique des services comme intrants et dans les chaînes de valeur est illustré par le fait que plus des deux tiers (69%) du commerce mondial des services (sur la base de la balance des paiements) portent sur des services intermédiaires, par rapport au commerce des services destinés à la consommation finale (voir le graphique 17). La pandémie de COVID-19 et la chute des services de tourisme qui en a résulté ont accru l'importance relative des services intermédiaires. Toutefois, même avant la pandémie, le commerce des services intermédiaires représentait déjà plus de 57% du commerce mondial des services, c'est-à-dire une proportion plus élevée que le commerce des services intermédiaires dans l'activité manufacturière.

Graphique 17.

Commerce des services intermédiaires et des services finals, 2015-2021



Source : Estimations de l'OMC (sur la base du tableau de conversion EBOPS 2010-CPC 2.1-CGCE Rev.5).

Note : Le commerce correspond à la moyenne des exportations et des importations.

Le rôle des services dans les CVM est également mis en relief par les données qui illustrent la valeur ajoutée par un pays dans la production d'un bien ou d'un service qui est ensuite exporté. La mesure du commerce en valeur ajoutée révèle que le rôle des services dans le commerce mondial est beaucoup plus important que ne le laissent penser les flux bruts. En effet, la valeur ajoutée des services a représenté 50% de la valeur du commerce mondial des marchandises et des services en 2018, contre 16% pour l'agriculture et 34% pour l'industrie (voir le graphique 18).¹⁸ En comparaison, la part de la valeur ajoutée provenant des services était de 30% en 1980 et de 45% en 2005 (Heuser et Mattoo, 2017).

La part grandissante des services intrants dans le commerce total reflète aussi les changements structurels importants survenus dans le tissu de l'activité économique, avec des processus de production qui utilisent de plus en plus de composantes du secteur des services et du secteur manufacturier. Dans ce contexte dit de « servicification » de la production industrielle, on constate de plus en plus que les entreprises manufacturières s'appuient sur les services, acquièrent des services intrants – de leur pays et de l'étranger – et fournissent elles-mêmes des services (par exemple, des services de transport, de la R-D, des services informatiques, des services professionnels, des services de réparation et de maintenance et d'autres services après-vente) (OMC 2020a).

La valeur ajoutée des services représente une part élevée et croissante des exportations totales, avec 54% en moyenne pour les membres de l'OCDE et 41% pour les non-membres en 2018 (voir le graphique 19). Toutefois, c'est dans les non-membres que la part des services dans les exportations totales a le plus progressé depuis 2005.

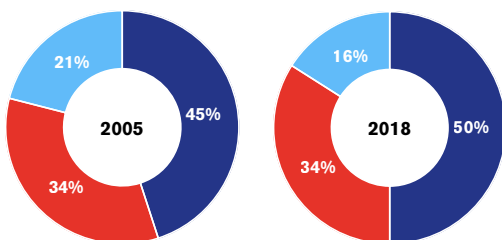
La valeur ajoutée des services a représenté plus de 51% des exportations totales de l'Inde en 2018. La même année, la part de cette valeur ajoutée a dépassé la part moyenne des non-membres de l'OCDE dans des pays tels que les Philippines (50%), le Brésil (45%) et le Maroc (45%).

Le graphique 19 montre aussi que la valeur ajoutée des services a représenté en moyenne 31% des exportations de produits manufacturés dans les membres de l'OCDE et à peine moins dans les non-membres (29%). Cette part élevée souligne que des services efficaces et de qualités sont importants pour la productivité des activités manufacturières ainsi que pour leur compétitivité internationale et leur potentiel d'exportation. Le coût et la qualité des services sous-jacents se répercutent sur l'ensemble des résultats économiques et jouent un rôle essentiel dans la connectivité et la compétitivité des exportations de marchandises.

Graphique 18.

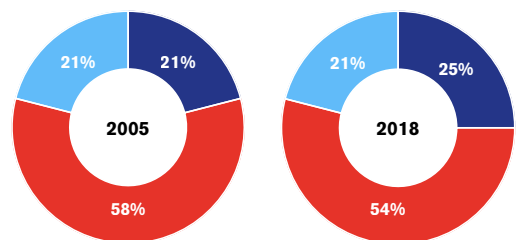
Structure du commerce mondial, 2005 et 2018

EN VALEUR AJOUTÉE



● Agriculture ● Industrie ● Services

EN TERMES BRUTS

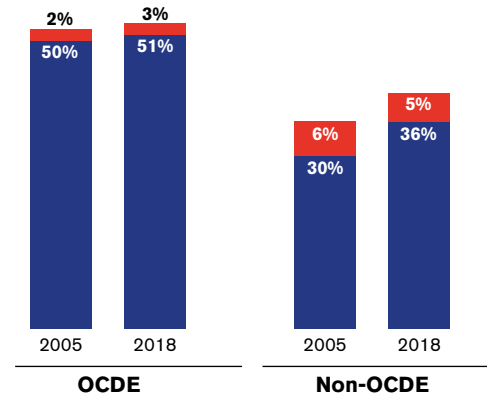


Source : Base de données de l'OCDE sur le commerce en valeur ajoutée (TiVA), et ensemble de données de l'OMC sur le commerce des services, disponible à l'adresse <https://stats.wto.org>.

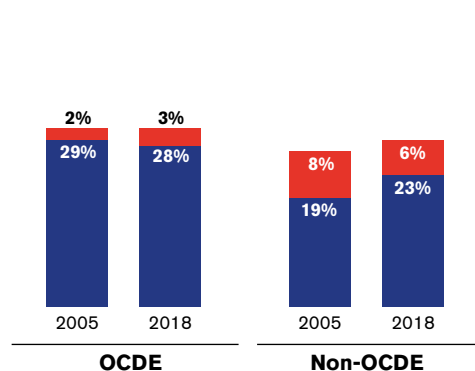
Graphique 19.

Part de la valeur ajoutée des services dans les exportations totales et les exportations de produits manufacturés, aux niveaux national et étranger, 2005 et 2018

EXPORTATIONS TOTALES



EXPORTATIONS DE PRODUITS MANUFACTURÉS



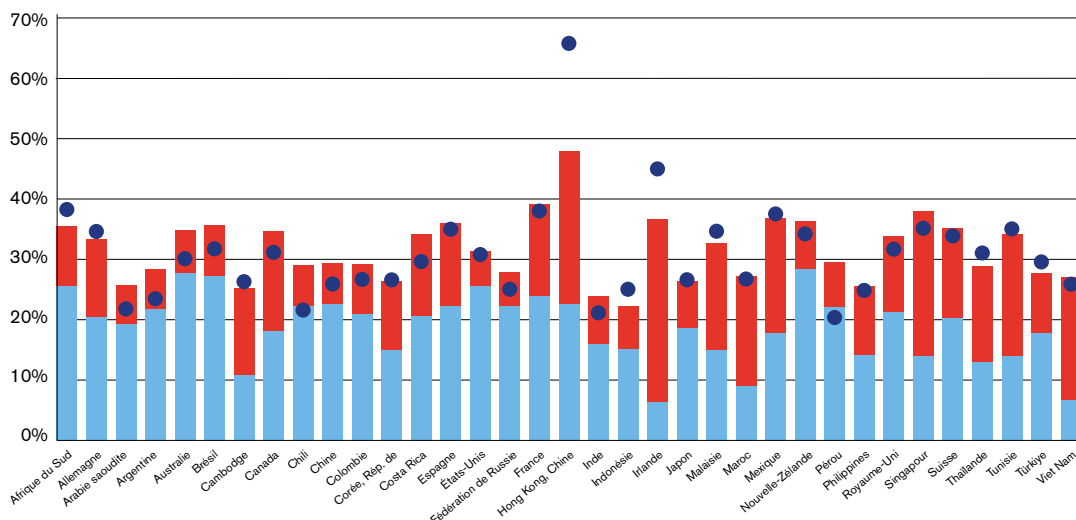
- Valeur ajoutée issue de services nationaux
- Valeur ajoutée issue de services étrangers

Source : Base de données sur le commerce en valeur ajoutée (TiVA), OCDE.

Note : Les données couvrent 38 économies de l'OCDE et 28 économies non membres de l'OCDE. Les totaux OCDE et non OCDE incluent les flux commerciaux internes comme les flux nationaux.

Graphique 20.

Part de la valeur ajoutée des services dans les exportations de produits manufacturés, certaines économies, 2005 et 2018

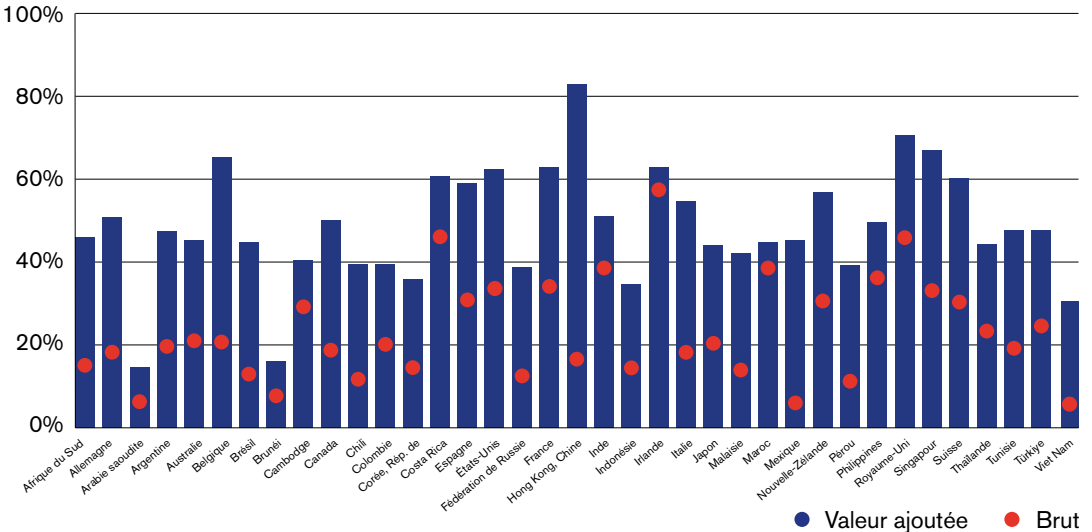


- Valeur ajoutée issue de services nationaux (2018)
- Valeur ajoutée issue de services étrangers (2018)
- Valeur ajoutée total issue des services (2005)

Source : Base de données sur le commerce en valeur ajoutée (TiVA), OCDE.

Graphique 21.

Part des services dans les exportations totales, en valeur brute et en valeur ajoutée, certaines économies, 2018



Source : Base de données sur le commerce en valeur ajoutée (TiVA), OCDE.

Le graphique 20 montre que la valeur ajoutée des services a représenté entre 25% et 40% du contenu des exportations de produits manufacturés pour un large éventail d'économies à différents niveaux de développement et que, dans bien des cas, une proportion importante était de la valeur ajoutée provenant de services étrangers. La part de la valeur ajoutée totale des services a été relativement élevée pour plusieurs économies en développement, dont l'Afrique du Sud (35%), le Brésil (36%), le Chili (29%), le Mexique (37%) et la Türkiye (28%). Pour la majorité des économies visées dans le graphique 20 (notamment le Pérou et le Chili), la part de la valeur ajoutée des services dans les exportations de produits manufacturés a augmenté entre 2005 et 2018.

La base de données TiVA de l'OCDE révèle non seulement le rôle clé des services dans la compétitivité et les exportations du secteur manufacturier, mais aussi la contribution des services importés à ces exportations. Pour un certain nombre d'économies telles que la Belgique, l'Irlande et le Maroc, la part étrangère de la valeur ajoutée des services est supérieure à la part nationale.

Le graphique 21 souligne que, même dans les économies où les services ont représenté une faible proportion des exportations totales

en termes bruts, la valeur ajoutée des services a souvent affiché une part sensiblement plus élevée. Au Mexique, par exemple, en 2018, les services ont représenté 6% des exportations totales en termes bruts, mais cette proportion grimpe à 45% en termes de valeur ajoutée. De même, en Argentine, la part des services dans les exportations totales passe de 20% à 48%. C'est à Hong Kong, Chine que la part de la valeur ajoutée des services dans les exportations totales a été la plus forte avec 83%.

Un examen du commerce en valeur ajoutée montre que des économies ayant des niveaux de développement différents peuvent posséder des avantages comparatifs dans certains services mêmes si, en termes bruts, elles tendent à exporter plus de marchandises que de services.¹⁹

Notes

- 1 Parmi les principales raisons qui expliquent que les activités manufacturières perdent de leur importance dans la plupart des économies, il y a le fait que ces activités sont devenues plus intensives en technologie, compétences et capital, qu'elles créent moins d'emplois (Ghani et O'Connell, 2014) et que la demande de services a évolué avec l'augmentation des revenus et les changements démographiques.
- 2 Pour des renseignements de caractère général, voir Amirapu et Subramanian (2015) et Rodrik (2015). Des préoccupations similaires sont exprimées au sujet de l'incidence qu'auront sur l'emploi dans le secteur des services l'adoption généralisée de l'intelligence artificielle et les technologies d'apprentissage automatique (voir Baldwin, 2019).
- 3 Pour des renseignements de caractère général, voir Ghani et O'Connell (2014).
- 4 Voir les données de l'OIT sur l'emploi et les questions sociales dans le monde (WESO) à l'adresse suivante : <https://www.ilo.org/wesodata>.
- 5 Pour le contexte historique, voir Baumol (1967) et Kaldor (1966).
- 6 Pour des renseignements de caractère général, voir Cali *et al.* (2008), Eichengreen et Gupta (2013), Jensen et Kletzer (2005), Jones et Kierzkowski (1988), Riddle (1986) et Schettkat et Yocarini (2006).
- 7 Pour des renseignements de caractère général, voir Hoekman et Shepherd (2017) et Nordås et Kim (2013).
- 8 Dans la balance des paiements, le commerce des services commerciaux est le commerce total des services moins les exportations/importations de services fournis ou reçus par les administrations publiques, non classés ailleurs.
- 9 D'une manière générale, les statistiques de la balance des paiements ne prennent pas en compte le commerce des services fournis au moyen d'une présence commerciale (mode 3). Pour de plus amples renseignements sur les modes de fourniture, voir l'encadré 2.
- 10 Les autres services commerciaux correspondent au total des services commerciaux, moins les catégories des services relatifs aux voyages, des services de transport et des services liés aux marchandises. Ils incluent les services de construction, les services financiers, les services d'assurance et de fonds de pension, les services de télécommunication, d'informatique et d'information, les frais pour usage de propriété intellectuelle non compris ailleurs, les autres services aux entreprises et les services personnels, culturels et récréatifs.
- 11 Par exemple, les autres services commerciaux ont représenté 40,4% des importations totales de services commerciaux au Moyen-Orient en 2022, contre 35,8% en 2005. En Amérique latine et dans les Caraïbes, la part des importations d'autres services commerciaux est passée de 38,3% en 2005 à 42,3% en 2022.
- 12 Du point de vue régional, la part des exportations mondiales d'autres services commerciaux de l'Asie et du Moyen-Orient a augmenté entre 2005 et 2022 (passant respectivement de 16,0% à 23,5% et de 2,0% à 3,3%). Les parts de l'Europe et de l'Amérique du Nord ont baissé, et celles des autres régions sont restées globalement inchangées.
- 13 Comme une filiale sous contrôle étranger est résidente du pays d'accueil, les services qu'elle vend dans le pays ne sont pas enregistrés dans les statistiques de la balance des paiements, qui ne portent que sur les transactions entre résidents et non-résidents.
- 14 Les données de l'OMC relatives au commerce des services par mode de fourniture (TiSMoS) offrent une image globale du commerce des services selon les quatre modes de fourniture tels qu'ils sont définis dans l'AGCS. Elles couvrent 200 économies pour la période 2005-2017.
- 15 Les services financiers et les services de distribution représentent ensemble la moitié environ de cette valeur.
- 16 Les données TiSMoS peuvent être consultées à l'adresse suivante : https://www.wto.org/french/res_f/statis_f/trade_datasets_f.htm#TISMOS.
- 17 Pour de plus amples renseignements, voir Banque mondiale (2020a), Diaz-Mora *et al.* (2018), Heuser et Mattoo (2017) et Low et Pasadilla (2015).
- 18 La mise à jour la plus récente des statistiques de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sur le commerce en valeur ajoutée (TiVA) a été publiée en 2021, avec des données allant jusqu'à 2018.
- 19 Toutefois, les statistiques TiVA pourraient sous-estimer encore la part des services dans le commerce mondial, car elles ne prennent pas en compte la valeur ajoutée des services fournis par les entreprises manufacturières. Elles prennent en compte les services acquis comme intrants par les entreprises dans d'autres secteurs, mais les entreprises manufacturières ont aussi des activités de services « internes » qui ne figurent pas les statistiques TiVA comme valeur ajoutée des services dans les exportations de produits manufacturés. À partir de données relatives à un échantillon de pays qui sont pour la plupart des économies de l'OCDE, Miroudot et Cadestin (2017a) constatent que les services intrants représentent 37% de la valeur des exportations de produits manufacturés, mais que cette part passe à 53% lorsqu'on ajoute les activités de services qui ont lieu à l'intérieur des entreprises manufacturières.